

DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME

Situation de droit

Chaussée de Boondael 94, BAT.C - 1050 Ixelles
Rénovation de l'enveloppe et amélioration des performances
énergétiques du bâtiment C du CPAS d'IXELLES

22-11-1995



Administration de
l'Aménagement du
Territoire et du Logement

RECOMMANDE

Vos références

Nos références

Annexes

09/PFD/95.613

1 dossier

Votre correspondant : François TIMMERMANS - Architecte - Tél. : 02/204.24.92

PERMIS D'URBANISME

Le fonctionnaire délégué,

Vu la demande introduite par le C.P.A.S. d'Ixelles

relative à un bien sis chaussée de Boondael, 94 à 1050 Bruxelles

et tendant à construire une salle d'ergothérapie, une cage d'ascenseur monte-charge, extension d'un groupe sanitaire.

Attendu que l'accusé de réception de cette demande porte la date du 23/12/1994;

Vu l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 désignant les fonctionnaires délégués;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 relatif à l'instruction par le fonctionnaire délégué des demandes de permis d'urbanisme;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 relatif aux enquêtes publiques et aux mesures particulières de publicité;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 juin 1992 relatif aux commissions de concertation;

(1) Vu l'avis du 18/9/1995 du collège des bourgmestre et échevins d'Ixelles

3A

3è Direction n° 4444				
D	Adm	SHE	U	
EB	29-11-1995			AB
EM	REP	RF	CAD	A
M. J-L				

IXELLES
SECRETARIAT
23-11-1995
N° 8078 d

~~(1) Attendu que le collège des bourgmestre et échevins de n'a pas émis son avis dans les trente jours de la date de la demande qui lui en a été faite par l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire (lettre du); que cet avis est donc réputé favorable;~~

~~(1) Attendu qu'il existe, pour le territoire où se situe le bien :~~

~~(1) un plan particulier d'affectation du sol approuvé le et dénommé~~

~~(1) dont la modification a été décidée par arrêté du~~

~~(1) un permis de lotir n° du~~

~~(1) dont la modification l'annulation (1) a été décidée par arrêté du~~

~~(1) Attendu que la demande déroge au susdit plan particulier permis de lotir (1); que par sa délibération du le collège des bourgmestre et échevins a émis son avis sur la demande de dérogation (1);~~

(1) Attendu que la demande a été soumise aux mesures particulières de publicité du 22/5/1995 au 6/6/1995 et qu'aucune réclamation n'a été introduite;

(1) Vu l'avis de la commission de concertation du 28/6/1995

(1) Vu les règlements régionaux d'urbanisme;

(1) Vu les règlements communaux d'urbanisme;

(1) Vu les règlements communaux sur les bâtisses;

ARRETE :

Article 1er. Le permis est délivré au C.P.A.S. d'Ixelles

pour les motifs suivants (2) :

Considérant que la demande est conforme aux prescriptions du plan de secteur (zone d'équipements) et du plan régional de développement (périmètre de protection accrue du logement et périmètre d'intérêt culturel, historique ou esthétique ou d'embellissement);

Considérant que la demande vise à installer un nouvel ascenseur pour améliorer le confort et la sécurité de l'immeuble et à construire une salle d'ergothérapie;

Considérant l'avis favorable unanime de la commission de concertation;

Considérant après visite des lieux, que l'implantation de l'ascenseur à l'extérieur de l'immeuble est la meilleure solution;

Considérant que le demandeur a modifié les façades de la salle d'ergothérapie dans les plans datés du 27/9/1995 et que celles-ci ne nuisent pas exagérément à l'esthétique de l'immeuble.

Article 2. Le titulaire du permis devra :

1° respecter les conditions suivantes :

Respecter les plans n°s 94/6-0; 94/6-2; 94/6-3; 94/7-1; 94/7-2; 94/7-3; 94/7-4; 94/8-1 datés du 1/12/1994 et 94/6-1; 94/6-4; 94/6-5 datés du 27/9/1995.

Respecter l'avis du Service Incendie de la Région de Bruxelles-Capitale.

~~2° (3)~~

~~3° respecter les indications particulières reprises dans l'annexe 1 du présent arrêté.~~

~~Article 3. (A n'utiliser que dans les cas définis à l'article 88 de l'ordonnance du 29 août 1991).~~

~~Les travaux ou actes permis ne peuvent être maintenus au delà du~~

Article 4. Notification du présent arrêté est faite le même jour au demandeur et au collège des bourgmestre et échevins.

Article 5. Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le collège des bourgmestre et échevins et le fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou actes.

Article 6. Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres dispositions légales ou réglementaires.

Fait à Bruxelles, le **22-11-1995**

Notification au collège des Bourgmestre
et Echevins de et à Ixelles

l'Architecte F. GASPAR,

l'Architecte F. GASPAR,



Inspecteur général.

Inspecteur général.

(1) Biffer la (les) mention(s) inutile(s).

(2) Outre les motifs en relation avec le bon aménagement, le fonctionnaire délégué vise, le cas échéant, la conformité du projet avec les plans ou les projets de plan en vigueur et explicite sa décision au regard des observations et réclamations éventuelles.

(3) Ajouter, s'il y a lieu, les prescriptions imposées par les règlements régionaux et communaux d'urbanisme dans la mesure où elles complètent celles du plan particulier d'affectation du sol ou du permis de lotir.

Annexe 1 au permis d'urbanisme

Indications particulières à respecter pour la mise en oeuvre du permis.

Péréemption et prorogation.

Article 87 de l'ordonnance du 29 août 1991.

§1. Le permis est périmé si, dans les deux années de sa délivrance, le bénéficiaire n'a pas entamé sa réalisation de façon significative ou, dans les cas visés à l'article 84, §1er, 1°, 2° et 4°, s'il n'a pas commencé les travaux d'édification du gros oeuvre ou encore s'il n'a pas, le cas échéant, mis en oeuvre les charges imposées en application de l'article 86.

La péréemption du permis s'opère de plein droit.

Toutefois, à la demande du bénéficiaire, le permis peut être prorogé pour une période d'un an. La demande de prorogation doit intervenir deux mois au moins avant l'écoulement du délai de deux ans visé à l'alinéa 1er à peine de forclusion.

La prorogation est accordée par le collège des bourgmestre et échevins lorsque le permis a été délivré par ce dernier.

Dans les autres cas, en ce compris celui visé à l'article 151, la prorogation est accordée par le fonctionnaire délégué.

A défaut de décision des autorités visées aux quatrième et cinquième alinéas au terme du délai de deux ans, la prorogation est réputée accordée.

La décision de refus de prorogation du permis ne peut faire l'objet des recours visés aux articles 129, 133, 144 et 148.

L'interruption des travaux pendant plus d'un an entraîne également la péréemption du permis.

§2. En cas de projet mixte, au sens de l'article 3, alinéa 1er, 2°, de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, le permis d'urbanisme est suspendu tant qu'un permis d'environnement définitif n'a pas été obtenu.

La décision définitive de refus relative à la demande de permis d'environnement emporte caducité de plein droit du permis d'urbanisme.

Article 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 3 juillet 1992 relatif à la péréemption et à la prorogation des permis d'urbanisme.

La demande de prorogation est adressée, par envoi recommandé à la poste, au collège des bourgmestre et échevins qui a délivré le permis ou au fonctionnaire délégué lorsque le permis a été délivré par une autre autorité que le collège des bourgmestre et échevins.

Publicité.

Article 121 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Un avis indiquant que le permis a été délivré, doit être affiché sur le terrain, par les soins du demandeur, soit, lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs de l'acte ou des actes et tout au long de l'accomplissement de ceux-ci.

Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiées conformes par l'administration communale ou par le fonctionnaire délégué doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 183, à l'endroit où les travaux sont exécutés et le ou les actes sont accomplis.

Recours au Collège d'Urbanisme.

Article 145 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Le collège des bourgmestre et échevins peut introduire un recours auprès du Collège d'urbanisme dans les trente jours qui suivent la réception de la décision du fonctionnaire délégué octroyant le permis.

Ce recours, de même que le délai pour former recours, est suspensif. Il est adressé en même temps au demandeur et au Collège d'urbanisme par lettre recommandée à la poste.

Article 146 de l'ordonnance du 29 août 1991.

Le demandeur ou son conseil, le collège des bourgmestre et échevins ou son délégué, ainsi que le fonctionnaire délégué sont, à leur demande, entendus par le Collège d'urbanisme. Lorsqu'une partie demande à être entendue, les autres parties sont invitées à comparaître.

Article 147 de l'ordonnance du 29 août 1991.

La décision du Collège d'urbanisme est notifiée au demandeur, au collège des bourgmestre et échevins et au fonctionnaire délégué dans les soixante jours de la date du dépôt à la poste de l'envoi recommandé contenant le recours. Lorsque les parties sont entendues, le délai est prolongé de quinze jours.

41

1-94

MINISTRATION COMMUNALE
D'IXELLES

TRAVAUX PUBLICS
AUTORISATIONS DE BATIR

DOSSIER N° 106/95
EMPLACEMENT DOSSIER N° 267/94

DOSSIER DE PERMIS DE BATIR

DEMANDEUR: Centre Public d'Aide Sociale (C.P.A.S.)
Ch. de Boondael, 92.
1050 Ixelles (651.44.15)
NATURE DES TRAVAUX: Constr. S. d'Engenderie - Excavation.
SITUATION: Ch. de Boondael, 94.

RT S ES	ILOT N° 135	PS: 2. deq. int. collectif. ZONING P.R.D: P.P.L.	SECTEUR N° 6.	RETOUR DES PIECES	F. TIMBRES FISCAUX
					PAS DE STATISTIQUES
	PLAN PARTICULIER DU	DL			AUTORISE LISTE AB N'AUTORISE PAS
(X)	DOSSIER INCOMPLET				45 JOURS:
5.4	ACCUSE DE RECEPTION	(SIGNATURE:)			75 JOURS:
95 x	URBANISME COMMUNAL (1er TRANSMIS)	ENVOI:		2.10-95	105 JOURS:
	HYGIENE				
	VOIRIE				
	ELECTRICITE				
	ELECTROMECHANIQUE				
	INCENDIES				
	PCNTS ET CHAUSSEES				
	CONVOCACTION (1ère)				
	CONVOCACTION (2ème)				
	REMISE DES PLANS POUR MODIFICATIONS (1ère)				
	REMISE DES PLANS POUR MODIFICATIONS (2ème)				
4.10	URBANISME COMMUNAL (2ème TRANSMIS OU MODIFICATIFS)				
95 x	URBANISME PROVINCIAL (1er TRANSMIS)				
	URBANISME PROVINCIAL (2ème TRANSMIS)				
X	COMMISSION DE CONCERTATION:	OUI + EP (act et hau. int. 100)			
	OBSERVATIONS:	Article 139.			
		construit après 1992			
				INSTRUCTION	
				EXECUTION	
				CLASSEMENT	
RISE LE	FD 22.11.94	RETIRE LE		TAXE:	



Commune d'Ixelles

PU-PM/PVL
3^e DIRECTION
SERVICE

URBANISME ET
ENVIRONNEMENT
n° 3/PU/6213

à rappeler dans la réponse
Annexe: 1 dossier

RECOMMANDE

Administration de l'Aménagement du
Territoire et du Logement
C.C.N.
rue du Progrès, 80 bte 1
1030 Bruxelles.

Ixelles, le 29. X. 1995

OBJET: Nos références: 106/95-41/94
Vos références: /
Immeuble sis : Chaussée de Boondael, 94

Messieurs,

En exécution de l'article 139 de l'ordonnance du 29 août 1991 de la Région de Bruxelles-Capitale, j'ai l'honneur de vous transmettre, en annexe, le rapport du service de l'Urbanisme entériné par le Collège des Bourgmestre et Echevins, ainsi que l'affiche, l'avis et le procès-verbal de la commission de concertation.

Vous en souhaitant bonne réception, nous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.

Par ordonnance:
Le Secrétaire communal,

J. GOOVAERTS.

Le Bourgmestre,
Par délégation:
L'Echevin de l'Urbanisme
et de l'Environnement,

J. DE GRAVE.



PROCES VERBAL DE CLOTURE D'ENQUETE PUBLIQUE

LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS,

Vu l'ordonnance du 29 août 1991, organique de la planification et de l'urbanisme déterminant, pour la Région de Bruxelles-Capitale, les mesures particulières de publicité applicables à certaines demandes de permis et certificats d'urbanisme;

Vu l'arrêté du 3 juillet 1992 de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux enquêtes publiques et mesures particulières de publicité;

Vu l'avis du Collège échevinal qui, en date du 8 mai 1995, requiert les mesures particulières de publicité et l'avis de la Commission de concertation pour la demande de permis d'urbanisme introduite par le C.P.A.S. d'Ixelles et visant à construire une salle d'ergothérapie à l'arrière de l'immeuble sis 94, chaussée de Boondael.

Attendu qu'aucune lettre de réclamation ne nous est parvenue dans les délais légaux;

Déclare close, le 6 juin 1995, l'enquête ouverte le 22 mai 1995.

Ixelles, le 12 juin 1995.

Par ordonnance:
Le Secrétaire communal,

J. GOOVAERTS.



Le Bourgmestre,
Par Délégation:
L'Echevin de l'Urbanisme
et de l'Environnement,

J. DE GRAVE.



COMMUNE D'IXELLES

COMMISSION DE CONCERTATION

SEANCE N° 135

PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU 28 JUIN 1995

ORDRE DU JOUR

1er objet: Approbation des procès-verbaux des 29 mars et 17 mai 1995.

2ème objet: boulevard du Triomphe (zone 5 - Plaine des Manoeuvres)
Certificat d'environnement de classe 1A et certificat d'Urbanisme.

- Construction d'une 3ème école européenne.
- Installations de combustion (3.500 kW).
- Installation pour la génération d'électricité (1.500 kW).
- Garage couvert pour 210 véhicules.
- Installations exerçant une quelconque activité dans le domaine biologique ou chimique.
- Dépôts de liquides inflammables.
- Moteurs à combustion interne (200 kW).
- Installations de refroidissement et de réfrigération (50 kW).
- Deux transformateurs statiques de 630 kVA.
- Extracteurs d'air, ventilateurs avec un débit supérieur à 100.000 m³/h.

3ème objet: rue Ernest Solvay, 30 - ilot 20
Permis d'Environnement de classe 1B.

- Exploiter une imprimerie et tous travaux d'impression lorsque la force motrice est supérieure à 10 kW, et un atelier où sont réalisés des travaux préparatoires et de finition de l'industrie graphique, lorsque la force motrice est inférieure à 10 kW.

4ème objet: 141, rue Gray - Ilot 63
Permis d'Environnement de classe 1B.

- Atelier de réparation, d'entretien, d'essai de véhicules à moteur, à explosion ou à combustion interne;
- Dépôt d'huiles usagées d'une capacité supérieure à 1.000 litres.

5ème objet: 326, avenue de la Couronne - Ilot 133 - Permis d'Urbanisme.

- Transformation de la façade avant.

6ème objet: 37, rue de Florence - Ilot 153 - Permis d'Urbanisme.

- Transformation du bâtiment principal à usage de bureaux et du bâtiment arrière à usage de dépôt.

7ème objet: 42, rue Malibran - Ilot 88 - Permis d'Urbanisme.

- Aménagement d'un logement dans le bâtiment arrière.

- 8ème objet: 66, rue Emile Banning - Ilot 256 - Permis d'Urbanisme.
- Régularisation de la construction d'annexe.
- 9ème objet: 70-74, rue de Hennin/angle 12, rue Ch. Decoster - Ilot 104 - Permis d'Urbanisme.
- Transformation et surélévation de l'immeuble.
- 10ème objet: 17, avenue Emile de Béco - Ilot 145 - Permis d'Urbanisme.
- Transformation des bâtiments avant et arrière et démolition d'annexes.
- 11ème objet: 94, chaussée de Boondael - Ilot 135 - Permis d'Urbanisme.
- Construction d'une annexe.
- 12ème objet: 202-204, chaussée de Boondael - Ilot - Permis
- Reconstruction d'un immeuble de logements avec rez-de-chaussée commercial, aménagement du bâtiment arrière à destination de bureaux, entrepôts et ateliers.
- 13ème objet: 102/104, avenue Louis Lepoutre - Ilot 208 - Permis d'Urbanisme.
- Construction d'un parking en sous-sol.
- 14ème objet: 3/5, rue du Collège - Ilot 70 - Permis d'Urbanisme.
- Démolition et reconstruction de deux immeubles à usage de bureaux.
- 15ème objet: 114, rue Sans Souci - Ilot 54 - Permis d'Urbanisme.
- Construction d'un local d'accueil.
- 16ème objet: 14, rue Volta - Ilot 287 - Permis d'Urbanisme.
- Démolition de boxes de garage.
- 17ème objet: 49/51, rue Jean d'Ardenne - Ilot 60 - Permis d'Urbanisme.
- Construction d'un immeuble d'appartements.

PRESENTS : MEMBRES AVEC DROIT DE VOTE.

COMMUNE D'IXELLES :

- ▶ Monsieur J. DE GRAVE, Conseiller Régional, Echevin de l'Urbanisme, Président de la Commission.
- ▶ Monsieur W. DECOURTY, Echevin des Travaux Publics, de l'Habitat et de la Rénovation, 2ème Président suppléant.
- ▶ Monsieur J. VAN MULLEM, Membre suppléant.
- ▶ Monsieur H. PAINDAVEINE, Membre suppléant.

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE LA REGION BRUXELLOISE (S.D.R.B.):

- ▶ Madame J. VERDICO.

INSTITUT BRUXELLOIS DE LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT (I.B.G.E.):

- ▶ Monsieur K. VERHOEST.

ADMINISTRATION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU LOGEMENT (A.A.T.L.):

- ▶ Monsieur TIMMERMANS.

MINISTERE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE - MONUMENTS ET SITES (M & S):

- ▶ Mademoiselle B. del MARMOL.

AUTRES PARTICIPANTS :

- ▶ Monsieur J. VAN MULLEM, Architecte, Secrétaire de la Commission de Concertation.
- ▶ Monsieur H. PAINDAVEINE, Urbaniste, Secrétaire-Adjoint.
- ▶ Monsieur HANNECART, de l'I.B.G.E. pour le 2ème objet.
- ▶ Monsieur A. DE LEENER, Directeur du Service Hygiène de la Commune d'Ixelles, pour les objets n°s 2 à 4.
- ▶ Mademoiselle M. BAUWENS, Secrétaire du Service de l'Urbanisme de la Commune d'Ixelles pour la rédaction du procès-verbal de la séance.

ENTENDUS :

- 2ème objet:** ▶ Mr. R. LAMBERT, Architecte-Directeur, Mr. J. NOUWYNCK, Inspecteur Général et Mr. HERMOYE pour la REGIE DES BATIMENTS, Mr. M. HENNEGHIEN et Mme M.H. DELVAUX du Bureau AGORA, Mr. Y. PESZTAT d'INTERENVIRONNEMENT, Mr. RENAUX F. et Mme H. ROGGEN de l'U.L.B., Mr. A. SMITH pour les ECOLES EUROPEENNES, Mr. D. TOUWAIDE et Mr. B. COLLARD pour la Commune d'AUDERGHEM, Mr. BAUDON, Architecte et Mr. C. GREGOIRE et Mme A.M. CLAEYS représentant le Comité du Quartier de la Chasse Royale.
- 4ème objet:** ▶ Mr. ANDRE, Demandeur et Mesdames DEKOCK et VAN LANDEGHEM, réclamantes.
- 6ème objet:** ▶ Mr. VAN EYKEN D., Architecte.
- 7ème objet:** ▶ Messieurs HENTIENS, père et fils, Demandeurs.
- 8ème objet:** ▶ Mr. MATTHEYS, Demandeur et Mr. FAGNART, Architecte.
- 9ème objet:** ▶ Mr. J.C.ULLENS de SCHOOTEN, Demandeur et Mr. M. MUAMBA, Architecte.
- 11ème objet:** ▶ C.P.A.S. d'IXELLES et Mr. O. DEMOULIN, Architecte.
- 12ème objet:** ▶ Mr. J. VERCAMMEN, Directeur Administratif de la S.A. LAUREYS, Demandeur, Mr. TIMMERMANS M. et Mme VANHILLE B. représentant l'Architecte ERPICUM.
- 13ème objet:** ▶ Mr. P. LAYCOKE, Mr. J.L. LAHAYE, Demandeurs et Mr. SLAUTSKY, Architecte.
- 14ème objet:** ▶ Mr. BECKER, Architecte.
- 15 et 16ème objet:** ▶ Mme. D. HANQUINET, Architecte communal.

Ces personnes ont été entendues après accord unanime des Membres de la Commission.

Le Président, Mr. J. DE GRAVE ouvre la séance à 09h10.

1er objet: Approbation des procès-verbaux des 29/03 et 17/05/1995.

Les procès-verbaux des séances précitées sont approuvés sans remarques.

2ème objet: boulevard du Triomphe (zone 5 - Plaine des Manoeuvres)
Certificat d'environnement de classe 1A et certificat d'Urbanisme.

- Construction d'une 3ème école européenne.
- Installations de combustion (3.500 Kw).
- Installation pour la génération d'électricité (1.500 kW).
- Garage couvert pour 210 véhicules.
- Installations exerçant une quelconque activité dans le domaine biologique ou chimique.
- Dépôts de liquides inflammables.
- Moteurs à combustion interne (200 kW).
- Installations de refroidissement et de réfrigération (50 kW).
- Deux transformateurs statiques de 630 kVA.
- Extracteurs d'air, ventilateurs avec un débit supérieur à 100.000 m³/h.

Demandeur: REGIE DES BATIMENTS.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par arrêté royal.

Plan de secteur: zone d'équipements collectifs ou de service public.

P.R.D.: périmètre de protection du logement le long d'un espace structurant.

Motif de la procédure:

- Installations de classe 1A au sens de l'ordonnance du 30 juillet 1992 relative au Permis d'Environnement.
- Avis sur le cahier des charges de l'étude d'incidences.
- Permis mixte.
- Modifications des caractéristiques urbanistiques de l'îlot.

Mesures particulières de publicité: du 08.05 au 09.06.1995.

Réclamations: -

Mr. De Leener précise qu'il faut se prononcer sur les modifications concernant le cahier des charges, ensuite choisir le chargé d'études et composer le Comité d'accompagnement.

Mr. Hannecart signale qu'il y a eu l'intervention du Comité de Quartier avec des remarques tout-à-fait fondées surtout en ce qui concerne les perturbations de la circulation, la perméabilité du site pour les piétons et trouver une solution technique afin de maintenir le talus existant. Il propose donc de l'inclure dans le cahier des charges.

Mr. Hannecart signale qu'à la première page de ce cahier des charges, au § 1.1.1. il faut supprimer le mot "type", ensuite à la page 8 dans le chapitre relatif à la circulation et au stationnement, au milieu du § 2.2.6., à la phrase qui commence par : "l'étude évaluera les perturbations occasionnées au trafic général par le trafic lié au projet, il faut rajouter, suite aux suggestions du Comité de Quartier : "en particulier en ce qui concerne les manoeuvres d'accès, d'entrée et de sortie, et la protection de la rue de la Chasse Royale par rapport au trafic des travaux", pour la page 9 à l'avant dernier §, remplacer le mot "bassin d'orage" par "dispositif approprié". Finalement, dans le chapitre III, il faut rajouter deux questions :

1. "Quelle sera la perméabilité du site pour les habitants riverains et les utilisateurs de l'école ?",
2. "Quelle solution pourrait-être envisagée pour ne pas percer le talus du boulevard du Triomphe ?".

Mr. De Leener signale simplement qu'il regrette qu'il n'y ait pas de plan qui détermine l'aire géographique et propose qu'on l'ajoute.

Mr. R. LAMBERT, Architecte-Directeur, Mr. J. NOUWYNCK, Inspecteur Général et Mr. HERMOYE pour la REGIE DES BATIMENTS, Mr. M. HENNEGHIEN et Mme M.H. DELVAUX du Bureau AGORA, Mr. Y. PESZTAT d'INTERENVIRONNEMENT, Mr. RENAUX F. et Mme H. ROGGEN de l'U.L.B., Mr. A. SMITH pour les ECOLES EUROPEENNES, Mr. D. TOUWAIDE et Mr. B. COLLARD pour la Commune d'AUDERGHEM, Mr. BAUDON, Architecte et Mr. C. GREGOIRE et Mme A.M. CLAEYS représentant le Comité du Quartier de la Chasse Royale, sont introduits.

Mr. Hermoye présente deux maquettes relative à l'étude d'esquisse de l'école du projet.

Mr. Gregoire représentant le Comité de Quartier de la Chasse Royale demande ce qu'il en est de l'accès pour les bus et les voitures et demande aussi s'il sera possible de traverser la zone verte.

Mr. Hermoye répond qu'il y aura un parking d'environ 200 unités et une aire de stationnement pour les stationnements de type "court" le matin aux environs de 8 heures et dans l'après-midi vers 15 heures trente et destinée à l'arrêt des bus de transport scolaire (environ 35 unités), il précise aussi que la zone verte sera privée, pour des raisons de sécurité.

Mr. Pezstat d'Interenvironnement demande que toutes les craintes et les demandes formulées par le Comité de quartier soient bien reprises dans le cahier des charges (circulation, accès, implantation, traversée du site pour les riverains, etc...). Il trouve aussi que ce cahier des charges est très exigeant sur le projet et non pas sur les seuls parkings (en fonction de l'étude d'incidences).

Mr. R. LAMBERT, Architecte-Directeur, Mr. J. NOUWYNCK, Inspecteur Général et Mr. HERMOYE pour la REGIE DES BATIMENTS, Mr. M. HENNEGHIEN et Mme M.H. DELVAUX du Bureau AGORA, Mr. Y. PESZTAT d'INTERENVIRONNEMENT, Mr. RENAUX F. et Mme H. ROGGEN de l'U.L.B., Mr. A. SMITH pour les ECOLES EUROPEENNES, Mr. D. TOUWAIDE et Mr. B. COLLARD pour la Commune d'AUDERGHEM, Mr. BAUDON, Architecte et Mr. C. GREGOIRE et Mme A.M. CLAEYS représentant le Comité du Quartier de la Chasse Royale, sortent.

Mr. Collard, représentant de la Commune d'Auderghem précise la position du Collège d'Auderghem, et remet copie de leur avis en séance. Il estime qu'une desserte locale doit être prévue vers le boulevard du Triomphe pour protéger les derniers habitants du quartier, demande qu'un plan de circulation des bus soit établi ainsi qu'un plan reprenant les plantations d'arbres.

Mr. Hannecart précise qu'il serait souhaitable de choisir le bureau AGORA comme chargé d'études.

Mr. De Leener signale, en accord avec les autres membres de la Commission que le Comité d'Accompagnement devrait se composer des Communes d'Auderghem et d'Etterbeek pour accompagner la Commune d'Ixelles, de l'I.B.G.E., de l'A.A.T.L., de l'A.E.D. et de la S.T.I.B. en qualité d'expert.

Mme Verdicq précise qu'il faut axer l'étude sur le problème de la circulation.

AVIS DE LA COMMISSION :

Vu que la demande de certificat d'environnement, conformément aux dispositions de l'Ordonnance du 30 juillet 1992 relative à l'évaluation préalable des incidences de certains projets dans la Région de Bruxelles-Capitale, modifiée par l'Ordonnance du 23 novembre 1993 ainsi que le texte de l'Ordonnance du 30 juillet 1992 relative au permis d'environnement modifiée par l'Ordonnance du 23 novembre 1993, et soumise à une étude d'incidences;

Vu le projet du Cahier des Charges établi par l'I.B.G.E.;

Considérant que celui-ci a été modifié en tenant compte des différentes remarques émises par les plaignants;

Vu la proposition de désigner un des Bureaux d'Etudes suivants : TRACTEBEL S.A. - STRATEC S.A. - AGORA S.C. - UNIVERSITE LIBRE DE BRUXELLES - UNIVERSITE CATHOLIQUE DE LOUVAIN - ATENCO N.V.;

La Commission émet un AVIS FAVORABLE sur le Cahier des Charges modifié et propose le Bureau d'Etudes AGORA comme chargé d'études.

La Commission fixe également comme suit la composition du Comité d'Accompagnement :

- Les Communes d'Ixelles, d'Auderghem et d'Etterbeek;

- l'I.B.G.E., l'A.E.D. et l'A.A.T.L.

Mr. le Président et Mr. Hannecart quittent la séance à 10h10.

3ème objet: rue Ernest Solvay, 30 - îlot 20
Permis d'Environnement de classe 1B.

- Exploiter une imprimerie et tous travaux d'impression lorsque la force motrice est supérieure à 10 kW, et un atelier où sont réalisés des travaux préparatoires et de finition de l'industrie graphique, lorsque la force motrice est inférieure à 10 kW.

Demandeur: S.A. COPY CORPORATION.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par Arrêté Royal.

Plan de secteur : mixte d'habitation et d'entreprises + Z.I.C.H.E.

P.R.D. : P.P.A.L. + P.I.C.H.E.E.

Motif de la procédure :

Installation de classe 1B au sens de l'Ordonnance du 30 juillet 1992 relative au Permis d'Environnement.

Mesures particulières de publicité : du 24.04 au 23.05.1995.

Réclamations : -

Mr. Verhoest précise qu'il s'agit ici d'une salle avec photocopieuses plutôt qu'une imprimerie.

Mr. De Leener signale qu'ils ont été classés 1 B car la force motrice est plus élevée (10 Kw). Il n'y a pas de réclamations et tout est en règle.

AVIS DE LA COMMISSION :

Vu le rapport d'incidences joint à la demande de Permis d'Environnement;

Considérant que ce rapport est complet au sens de l'Ordonnance du 30 juillet 1992 sur l'évaluation préalable des incidences;

Considérant qu'il s'agit d'une installation dont la localisation et la conception permet d'assurer la protection contre les dangers, nuisances ou inconvénients que, par son exploitation, elle serait susceptible de causer, directement ou indirectement, à l'environnement, à la santé ou à la sécurité, tant de la population à l'extérieur de l'établissement que de toute personne se trouvant à l'intérieur, sans pouvoir y être protégée en qualité de travailleur;

Considérant que cet établissement existe depuis 12 ans et qu'aucune réclamation concernant son exploitation n'a été enregistrée;

La Commission émet un AVIS FAVORABLE UNANIME.

4ème objet: 141, rue Gray - Ilot 63
Permis d'Environnement de classe 1B.

- Atelier de réparation, d'entretien, d'essai de véhicules à moteur, à explosion ou à combustion interne;
- Dépôt d'huiles usagées d'une capacité supérieure à 1.000 litres.

Demandeur: ETS ANDRE S.A.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par arrêté royal.

Plan de secteur: Mixte d'habitation et d'entreprises.

P.R.D.: P.P.A.L.

Motif de la procédure:

Installations de classe 1B au sens de l'Ordonnance du 30 juillet 1992 relative au Permis d'Environnement.

Enquête publique: du 24.04 au 23.05.1995.

Réclamations: 2

Mr. Verhoest signale qu'il s'agit d'un garage avec réparation de véhicules et préparation des voitures pour la cabine de peinture. Il faut faire pas mal de modifications techniques, qui peuvent être inscrites dans les conditions d'exploitation. Il demande s'il y a eu des plaintes.

Mr. De Leener répond qu'il y a eu plainte des voisins (n° 143). Il s'est rendu sur place et le réclamant signale des problèmes de fumées en hiver (problème de chauffage d'atelier), pour éviter ce problème, le garagiste a chauffé avec un canon à chaleur, il souhaite aussi installer le chauffage central dans sa maison et dans son garage.

Mr. Van Mullem précise aussi le problème des véhicules non immatriculés qui sont stationnés dans la rue et celui des cheminées d'évacuation du chauffage qu'il faudrait rehausser.

Mr. ANDRE, Demandeur et Mesdames DEKOCK et VAN LANDEGHEM, réclamantes, sont introduits.

Mme Dekock précise que pour elle les problèmes d'odeurs et de fumées lui occasionnent de sérieux maux car elle souffre d'asthme.

Mme Vanlandeghem précise, quant à elle qu'il s'agit aussi des fumées et des véhicules sans plaques garés dans la rue.

Mr. André précise qu'il a modifié quatre fois la cheminée, sans résultat. Ensuite il signale aussi qu'il a seulement quatre plaques "garage" pour cinq véhicules.

Mr. ANDRE, Demandeur et Mesdames DEKOCK et VAN LANDEGHEM, réclames, sortent.

AVIS DE LA COMMISSION

- *Vu le rapport d'incidences joint à la demande de Permis d'Environnement;*
- *Considérant que ce rapport est complet au sens de l'Ordonnance du 30 juillet 1992 sur l'évaluation préalable des incidences;*
- *Vu l'avis favorable sans remarques émis par le Service des Incendies;*
- *Considérant que les réclamations formulées au cours de l'enquête publique font état des problèmes suivants :*
 - ▶ *cheminées d'évacuation trop basses, ce qui engendrent des problèmes d'odeurs;*
 - ▶ *voitures du garage stationnées en permanence sur la voie publique;*
- *Considérant que l'établissement existe depuis au moins 20 ans;*

AVIS FAVORABLE UNANIME de la Commission sous réserve de n'occasionner aucune gêne à la résidence avoisinante, principalement l'évacuation des produits de combustion.

Mr. De Leener quitte la séance à 10h30.

5ème objet: 326, avenue de la Couronne - Ilot 133 - Permis d'Urbanisme.

- Transformation de la façade avant.

Demandeur: S.A. ROSENGARDE.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par arrêté royal.

Plan de secteur: Mixte d'habitation et d'entreprises.

P.R.D.: P.P.A.L. + P.I.C.H.E.E.

Motif de la procédure:

- Modifications apportées à une façade visible depuis la voie publique.

AVIS DE LA COMMISSION

AVIS FAVORABLE UNANIME de la Commission sur le projet de modification de la façade visible depuis l'espace public.

6ème objet: 37, rue de Florence - Ilot 153 - Permis d'Urbanisme.

- Transformation du bâtiment principal à usage de bureaux et du bâtiment arrière à usage de dépôt.

Demandeur: N.V. POSITIF PROPERTIES.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par arrêté royal.

Plan de secteur: Habitation.

P.R.D.: P.P.L.

Motif de la procédure:

- Actes et travaux à l'intérieur de l'ilot.

Enquête publique: du 22.05 au 06.06.1995.

Réclamations: -

Mr. Van Mullem présente le dossier et signale qu'il s'agit de travaux de transformations d'un immeuble de bureau ($\pm 800 \text{ m}^2$) avec un arrière-bâtiment à usage de dépôt et garage-parking pour 4 véhicules. Il s'agit également d'une transformation remarquable et rare d'une façade de type bureau (mur rideau) en façade ancienne.

Melle del Marmol précise qu'il faut féliciter l'architecte pour le très beau travail réalisé.

Mme Verdicq demande que l'on maintienne le jardin.

Mr. Van Mullem demande que l'on soit strict pour les emplacements de parking pour qu'il n'y en ait pas plus de quatre.

Mr. VAN EYKEN D., Architecte, est introduit.

Mr. Decourty pose la question de savoir quelle sera l'affectation du bâtiment.

Mr. Van Eyken précise que l'immeuble avant est maintenu en bureaux et que l'arrière-bâtiment servira pour entreposer des véhicules.

Mr. Verhoest signale à l'architecte qu'il faudra qu'il demande une autorisation à la Commune pour utiliser le dépôt comme garage-parking.

Mr. VAN EYKEN D., Architecte, sort.

AVIS DE LA COMMISSION :

AVIS FAVORABLE UNANIME de la Commission sur les actes et travaux projetés à l'intérieur de l'ilot, à condition de limiter le nombre d'emplacements de parkings, lesquels ne pourront, en aucun cas, se trouver dans la zone de jardin.

7ème objet: 42, rue Malibran - Ilot 88 - Permis d'Urbanisme.

- Aménagement d'un logement dans le bâtiment arrière.

Demandeur: M. HENTIENS.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par arrêté royal.

Plan de secteur: Habitation.

P.R.D.: P.P.A.L.

Motif de la procédure:

- Actes et travaux à l'intérieur de l'îlot.

Enquête publique: du 22.05 au 06.06.1995.

Réclamations: -

Mr. Van Mullem précise qu'il s'agit ici d'un changement d'affectation d'un bâtiment arrière qui est aménagé en logement.

Messieurs HENTIENS, père et fils, Demandeurs, sont introduits.

Mr. Hentiens fils présente des photos des lieux. La personne qui a vendu le bien fait obstruction au passage vers le bien : il a construit un mur, coupé des câbles, etc... d'où impossibilité pour le demandeur de profiter de la servitude de passage.

Mr. Van Mullem leur signale qu'il sera dressé un P.V. d'infraction et qu'une remise en état des lieux par le propriétaire sera demandée.

Messieurs HENTIENS, père et fils, Demandeurs, sortent.

AVIS DE LA COMMISSION :

AVIS FAVORABLE UNANIME de la Commission sur les actes et travaux projetés à l'intérieur de l'îlot.

8ème objet: 66, rue Emile Banning - Ilot 256 - Permis d'Urbanisme.

- Régularisation de la construction d'annexe.

Demandeur: M. MATTHYS.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par arrêté royal.

Plan de secteur : Habitation

P.R.D. : P.P.L.

Motif de la procédure:

- Modification des caractéristiques urbanistiques de l'îlot.

Enquête publique: du 22.05 au 06.06.1995.

Réclamations: -

Mr. Van Mullem présente le projet et signale que les photos jointes au dossier ne sont pas correctes par rapport à la réalité car les annexes du bâtiment arrière sont déjà construites.

Mr. MATTHEYS, Demandeur et Mr. FAGNART, Architecte, sont introduits.

Mr. Decourty signale au demandeur qu'il a construit sans autorisation de bâtir et que quelques membres de la Commission voudraient être éclairés sur la situation actuelle.

Mr. Van Mullem demande si par rapport à la situation des photos, qu'en est-il actuellement.

Mr. Fagnart précise que tous les travaux sont terminés et que tous les flats (8 flats de $\pm 30 \text{ m}^2$) sont loués et qu'il a repris le dossier après la fin des travaux et qu'il demande la régularisation "travaux finis".

Mr. Mattheys précise que l'entrepreneur lui avait dit que tout était en ordre malgré qu'il n'avait signé aucun document officiel d'autorisation des travaux (et tout, et tout, et tout).

Mr. Van Mullem lui précise qu'il faut une autorisation pour aménager des studios et qu'il faut également l'avis favorable du Service des Pompiers, car apparemment il n'y a même pas de portes coupe-feu comme demandé par ce Service des Pompiers.

Mr. Fagnart signale que les portes coupe-feu sont indiquées sur les plans, mais pas réalisées.

Mr. MATTHEYS, Demandeur et Mr. FAGNART, Architecte, sortent.

AVIS DE LA COMMISSION :

AVIS DEFAVORABLE UNANIME de la Commission sur la modification des caractéristiques urbanistiques due à l'extension réalisée sans autorisation au niveau du 3ème étage arrière.

La Commission signale, en outre, que l'occupation actuelle de l'immeuble est trop dense (huit logements).

9ème objet: 70-74, rue de Hennin/angle 12, rue Ch. Decoster - Ilot 104 - Permis d'Urbanisme.

- Transformation et surélévation de l'immeuble.

Demandeur: M. ULLENS DE SCHOOTEN.

Le bien ne fait pas partie d'un plan particulier d'aménagement décrété par arrêté royal.

Plan de secteur : Habitation.

P.R.D. : P.P.A.L.

Motif de la procédure:

- Modifications des caractéristiques urbanistiques de l'îlot.

Enquête publique: du 22.05 au 06.06.1995.

Réclamations:

Mr. Van Mullem présente le dossier et signale qu'une étude de gabarit avait été réalisée par la Commune. Le projet prévoit de garder les bâtiments existants, et de surélever d'un étage. Au niveau des fonctions, on crée des logements, des bureaux et un atelier dans le dernier étage sous toiture où est prévue une verrière dans les deux versants.

Mr. J.C.ULLENS de SCHOOTEN, Demandeur et Mr. M. MUAMBA, Architecte, sont introduits.

Mr. Muamba présente deux maquettes du projet. Il précise qu'il y aura 4 parkings, que la surface totale sera de $\pm 1.500 \text{ m}^2$ dont 460 m^2 de bureaux, quatre logements de 90 à 100 m^2 et à l'arrière un petit logement (1 chambre) au niveau de la cour arrière. Les matériaux de façade seront réalisés en enduit peint, les châssis en bois et des tuiles rouges.

Mr. J.C.ULLENS de SCHOOTEN, Demandeur et Mr. M. MUAMBA, Architecte, sortent.

AVIS DE LA COMMISSION

AVIS FAVORABLE UNANIME de la Commission sur les actes et travaux à l'intérieur de l'îlot et sur les modifications des caractéristiques urbanistiques de l'îlot.

Les membres de la Commission, excepté la représentante de la S.D.R.B., suggèrent une légère modification de la forme de la fenêtre projetée dans la partie triangulaire supérieure de la nouvelle façade à l'angle de la rue Ch. De Coster et de la rue de Hennin.

10ème objet: 17, avenue Emile de Béco - Ilot 145 - Permis d'Urbanisme.

- Transformation des bâtiments avant et arrière et démolition d'annexes.

Demandeur: S.A. IMOBYL.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par arrêté royal.

Plan de secteur : Mixte d'habitation et d'entreprises.

P.R.D. : P.P.A.L.

Motif de la procédure:

- Actes et travaux à l'intérieur de l'îlot.
- Modifications des caractéristiques urbanistiques de l'îlot.

Enquête publique: du 22.05 au 06.06.1995.

Réclamations: -

Mr. Van Mullem signale que le dossier est incomplet car il manque le titre de propriété et les plans et qu'un procès-verbal a été dressé. L'avis de la Commission sera donc reporté.

AVIS DE LA COMMISSION :

AVIS MIS EN DELIBERE dans l'attente de documents et d'informations complémentaires.

11ème objet: 94, chaussée de Boondael - Ilot 135 - Permis d'Urbanisme.

- Construction d'une annexe.

Demandeur: C.P.A.S. D'IXELLES.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par arrêté royal.

Plan de secteur : Equipement d'intérêt collectif ou de service public.

P.R.D. : P.P.A.L.

Motif de la procédure:

- Actes et travaux à l'intérieur de l'îlot.
- Modification des caractéristiques urbanistiques de l'îlot.

Enquête publique: du 22.05 au 06.06.1995.

Réclamations: -

Mr. Van Mullem présente le projet et précise qu'il n'a pas reçu le dossier. Il s'agit de deux demandes en une : une cage d'ascenseur à l'intérieur pour desservir les étages et la construction à l'arrière d'un étage supplémentaire à usage de salle d'ergothérapie; il estime regrettable d'abimer l'harmonie et la symétrie des façades intérieures. Les nouvelles façades de la future salle d'ergothérapie devraient, en tous cas, être modifiées.

C.P.A.S. d'IXELLES et Mr. O. DEMOULIN, Architecte, sont introduits.

Un rendez-vous est pris pour le vendredi 30 juin à 14h30 avec l'architecte, Monsieur Van Mullem et Monsieur Timmermans afin de se rendre sur place pour avoir une meilleure idée du projet et vérifier le choix sur l'emplacement de l'ascenseur.

C.P.A.S. d'IXELLES et Mr. O. DEMOULIN, Architecte, sortent.

AVIS DE LA COMMISSION :

AVIS FAVORABLE UNANIME de la Commission sur les actes et travaux à l'intérieur de l'îlot projetés ainsi que sur la modification des caractéristiques urbanistiques de l'îlot.

La Commission charge les fonctionnaires de la Commune, de l'A.A.T.L. et du Service des Monuments & Sites d'examiner sur place une meilleure solution d'implantation et de couronnement de l'ascenseur projeté.

12ème objet: 202-204, chaussée de Boondael - Permis

- Reconstruction d'un immeuble de logements avec rez-de-chaussée commercial, aménagement du bâtiment arrière à destination de bureaux, entrepôts et ateliers.

Demandeur: S.A. LAUREYS.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par arrêté royal.

Plan de secteur : Mixte d'habitation et d'entreprises.

P.R.D. : P.P.A.L.

Motif de la procédure:

- Modifications des caractéristiques urbanistiques de l'îlot.

Enquête publique: du 24.05 au 08.06.1995.

Réclamations: -

Mr. Van Mullem précise que ce projet a fait l'objet d'un certificat d'urbanisme en 1994, qu'il respecte la répartition des superficies. Il s'agit de démolir un bâtiment à front de rue et de reconstruire un immeuble à appartement et de réaménager un bâtiment arrière en bureaux et entrepôt. Dans le certificat délivré, il avait été demandé de réaliser les deux phases en même temps. Il précise aussi qu'il a été prévu le dépôt d'une garantie bancaire afin de s'assurer que tous les travaux prévus seront bien réalisés.

Melle del Marmol souhaite obtenir copies des avis précédents de la Commission.

Mr. J. VERCAMMEN, Directeur Administratif de la S.A. LAUREYS, Demandeur, Mr. TIMMERMANS M. et Mme VANHILLE B. représentant l'Architecte ERPICUM, sont introduits.

Mr. Van Mullem précise que la demande est conforme au niveau des surfaces au certificat délivré auparavant, il y a simplement le problème, déjà soulevé à l'époque, des phases de travaux, à savoir que la création des logements devait se faire soit avant soit pendant les travaux d'aménagement du bâtiment arrière et la question d'esthétique a déjà été débattue avec Messieurs Piereuse, Lucas et Paindaveine.

Mr. Timmermans présente des perspectives d'intégration de la façade dans la rue.

Mr. J. Vercammen précise aussi que le bâtiment de droite a brûlé il y a deux ans et que le but est de réaliser le projet comme prévu : bâtiment avant : des logements ($\pm 500 \text{ m}^2$) et dans le bâtiment arrière des bureaux de la société. En ce qui concerne les véhicules, il sera prévu du parking pour 16 emplacements destinés au bureau (sortie et entrée de véhicules de service).

Mr. J. VERCAMMEN, Directeur Administratif de la S.A. LAUREYS, Demandeur, Mr. TIMMERMANS M. et Mme VANHILLE B. représentant l'Architecte ERPICUM, sortent.

AVIS DE LA COMMISSION :

La Commission met le présent projet en délibéré dans l'attente de renseignements complémentaires quant à la situation antérieure du point de vue des surfaces de bureaux.

La Commission émet cependant des réserves quant à la modification des caractéristiques urbanistiques projetées au niveau du bâtiment à rue.

La représentante des Monuments & Sites signale toutefois qu'elle est défavorable à la démolition des bâtiments à front de rue.

Arrêt de la séance à 13 heures pour le déjeuner.

Reprise de la séance à 14h20 et Mr. l'Echevin J. De Grave reprend la Présidence.

13ème objet: 102/104, avenue Louis Lepoutre - Ilot 208 - Permis d'Urbanisme.

- Construction d'un parking en sous-sol.

Demandeur: COPROPRIETE ENGEL - LAYCOCK - LA HAYE.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par arrêté royal.

Plan de secteur : Habitation + Z.I.C.H.E.

P.R.D. : P.P.A.L. + P.I.C.H.E.E.

Motif de la procédure:

- Actes et travaux à l'intérieur de l'ilot.

Enquête publique: du 22.05 au 06.06.1995.

Réclamations: -

Mr. Van Mullem présente le projet et précise que les deux immeubles de bureaux ont été autorisés et qu'il s'agit de la construction d'une extension de parkings en sous-sol partiellement sous le jardin, deux ormes sont supprimés et deux nouveaux arbres seraient replantés en fond de parcelle en lieu et place de l'annexe à démolir. Il existe actuellement un parking sous le jardin du n° 104 dont le réaménagement en surface est catastrophique. Le projet prévoit un réaménagement en surface des deux jardins et cours.

Mr. P. LAYCOKE, Mr. J.L. LAHAYE, Demandeurs et Mr. SLAUTSKY, Architecte, sont introduits.

Mr. Slautsky précise que le projet a pour but de construire un parking en sous-sol, changer l'entrée afin de créer une rampe d'accès entre les deux immeubles et la plantation en pleine terre de nouveaux arbres avec la création d'un patio central de verdure.

Mr. P. LAYCOKE, Mr. J.L. LAHAYE, Demandeurs et Mr. SLAUTSKY, Architecte, sortent.

AVIS DE LA COMMISSION :

AVIS FAVORABLE de la Commission sur les actes et travaux à l'intérieur de l'ilot projeté, étant donné qu'une zone de pleine terre est rétablie en fonds de parcelle et que la toiture du parking souterrain projeté sera réaménagée en jardin d'agrément.

Les représentants de la S.D.R.B. et des Monuments & Sites demandent néanmoins que la surface minérale soit réduite au profit de la partie plantée.

Les représentants de l'A.A.T.L. et de l'I.B.G.E. demandent de réduire l'emprise de parking projeté au profit de la zone de pleine terre rétablie.

En ce qui concerne les modifications du bâtiment à front de rue, la représentante des Monuments & Sites demande de pouvoir visiter les lieux.

14ème objet: 3/5, rue du Collège - Ilot 70 - Permis d'Urbanisme.

- Démolition et reconstruction de deux immeubles à usage de bureaux.

Demandeur: COMMUNE D'IXELLES.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par Arrêté Royal.

Plan de secteur : Equipement d'intérêt collectif ou de service public + Z.I.C.H.E.

P.R.D. : P.P.A.L. + P.I.C.H.E.E.

Motif de la procédure :

- Modifications apportées à une façade visible depuis la voie publique.

Mr. BECKER, Architecte et Mme. D. HANQUINET, Architecte communal, sont introduits.

Mr. Timmermans fait la remarque que sur le plan d'ensemble, la façade ressemble trop à une façade de logements et non une façade communale.

Mr. Becker montre les différentes façades du projet qui se base sur un module qui est répété.

AVIS DE LA COMMISSION

La Commission (A.A.T.L., I.B.G.E. et S.D.R.B.) émet un AVIS FAVORABLE sur le projet de modification d'une façade visible depuis la voie publique sous réserve de renforcer le caractère officiel du bâtiment projeté.

Les Membres représentant la Commune d'Ixelles s'abstiennent en raison de leur qualité de demandeur.

15ème objet: 114, rue Sans Souci - Ilot 54 - Permis d'Urbanisme.

- Construction d'un local d'accueil.

Demandeur: COMMUNE D'IXELLES.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par arrêté royal.

Plan de secteur : Mixte d'habitation et d'entreprises + Z.I.C.H.E.

P.R.D. : P.P.A.L.

Motif de la procédure:

- Actes et travaux à l'intérieur de l'îlot.

Enquête publique : du 22.05 au 06.06.1995.

Réclamations: -

AVIS DE LA COMMISSION

AVIS FAVORABLE de la Commission (A.A.T.L., I.B.G.E. et S.D.R.B.) sur les actes et travaux projetés à l'intérieur de l'îlot.

Les Membres représentant la Commune d'Ixelles s'abstiennent en raison de leur qualité de demandeur.

16ème objet: 14, rue Volta - Ilot 287 - Permis d'Urbanisme.

- Démolition de boxes de garage.

Demandeur: COMMUNE D'IXELLES.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par arrêté royal.

Plan de secteur : Habitation

P.R.D. : P.P.L.

Motif de la procédure:

- Actes et travaux à l'intérieur de l'îlot.
- Modifications des caractéristiques urbanistiques de l'îlot.

Enquête publique : du 22.05 au 06.06.1995.

Réclamations: -

AVIS DE LA COMMISSION :

AVIS FAVORABLE de la Commission (A.A.T.L., I.B.G.E. et S.D.R.B.) sur les actes et travaux projetés à l'intérieur de l'îlot, ainsi que sur les modifications projetées des caractéristiques urbanistiques. Les Membres représentant la Commune d'Ixelles s'abstiennent en raison de leur qualité de demandeur.

17ème objet: 49/51, rue Jean d'Ardenne - Ilot 60 - Permis d'Urbanisme.

- Construction d'un immeuble d'appartements.

Demandeur: COMMUNE D'IXELLES.

Le bien ne fait partie d'aucun plan particulier d'aménagement décrété par arrêté royal.

Plan de secteur : Habitation.

P.R.D. : P.P.A.L.

Motif de la procédure:

- Actes et travaux à l'intérieur de l'îlot.
- Modifications des caractéristiques urbanistiques de l'îlot.

Enquête publique : du 22.05 au 06.06.1995.

Réclamations: -

AVIS DE LA COMMISSION

AVIS FAVORABLE de la Commission (A.A.T.L., I.B.G.E. et S.D.R.B.) sur les actes et travaux projetés à l'intérieur de l'ilot, ainsi que sur les modifications projetées des caractéristiques urbanistiques. Le représentant de l'A.A.T.L. émet une réserve concernant le traitement du pignon donnant sur l'école communale et indique qu'il vérifiera sur place. Les Membres représentant la Commune d'Ixelles s'abstiennent en raison de leur qualité de demandeur.

Mr. Van Mullem signale qu'il y a deux dossiers ajoutés :

18ème objet : 54, rue du Châtelain

- Aménagement d'un garage.

AVIS DE LA COMMISSION :

AVIS FAVORABLE UNANIME de la Commission sur le projet de modification de la façade ayant pour objet la création d'un garage.

19ème objet : 17, rue Van Elewijck

- Aménagement d'un garage.

AVIS DE LA COMMISSION :

AVIS FAVORABLE UNANIME de la Commission sur le projet de modification de la façade ayant pour objet la création d'un garage.

La séance est levée à 16h00.

La prochaine réunion de la Commission de Concertation a été fixée au mercredi 11 octobre 1995 à 09 heures.

Le Secrétaire de la Commission.

J. VAN MULLEM

COMMUNE D'IXELLES

*

3^e DIRECTION A
URBANISME

*

Chaussée d'Ixelles, 168
Tél.: 511.90.84 - ext. 1212

RAPPORT

SUR LA DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME

N° du dossier: 106/95

N° de la rue : 41

N° de police : 94

N° de l'îlot : 135

PLAN DE SECTEUR: ZIEC

P.R.D.: PPAL

Situation: Chaussée de Boondael, 94

Demandeur C.P.A.S.

Chaussée de Boondael, 92
1050 BRUXELLES

Architecte: M. RULENS

Rue des Carburants, 53
1050 BRUXELLES

**COMMISSION DE
CONCERTATION:** 28.6.95

ENQ.PUBL.: 22.5 au 6.6.95

Documents annexes:

Plan(s) : 11

Lettre(s) : /

Photo(s) : 4

P/S : 1

Extrait(s): 1

Demande(s): /

JVM/RS/le 7 septembre 1995.

AVIS FAVORABLE, sous conditions sur le projet de construction d'un ascenseur ainsi qu'une extension à usage de salle d'ergothérapie au "Home VAN AA", immeuble appartenant au Centre Public d'Aide Sociale de la Commune d'Ixelles et situé dans une zone d'équipements et d'intérêt collectif ou de service public.

Les caractéristiques du projet sont;

I CAGE D'ASCENSEUR

- Vu qu'un seul ascenseur assure actuellement la liaison entre les différents niveaux, à savoir les chambres aux étages, les communs au rez-de-chaussée ainsi que les réfectoires et différents services d'intendance au sous-sol;
- Vu la vétusté de l'actuel ascenseur ainsi que les risques encourus par les nombreux pensionnaires en cas de panne;
- Vu que la conception du bâtiment ainsi que les travaux de rénovation déjà exécutés, ne permettent pas d'aménager un ascenseur dans les volumes existants.

La construction d'un ascenseur (monte-malades) est projeté dans l'aile principale (avant), à l'extérieur, côté cour, à droite de l'escalier principal en lieu et place du bloc sanitaire existant au rez-de-chaussée.

Caractéristiques:

- Profondeur: 2,95 m;
- Largeur: 2,25 m;
- Hauteur: R. +2 + Etage technique; hauteur identique à celle de l'ascenseur existant et qui sera maintenu;
- Matériaux: enduit ton clair.

Remarque: le bloc sanitaire sera déplacé à gauche du bloc sanitaire existant situé à gauche de l'escalier principal (largeur: 1,94 m, profondeur: 2,70m).

II SALLE D'ERGOTHERAPIE

Implantation: sur la partie sur simple rez-de-chaussée de l'aile arrière.

Gabarit: - 1 étage avec une hauteur sous plafond de 2,85 m;
- profondeur : 10,20 m ; largeur : 17,92 m.

A transmettre à
l'A.U.A.T. - Région bruxelloise

Matériaux: prévus en façade sont : - cimentage lisse blanc;
- seuils en pierre bleue;
- menuiseries extérieures en PVC blanc.

Ces avis favorables sont cependant subordonnés au respect des conditions suivantes:

1. La stricte application des mesures de sécurité prescrites par le Service des Incendies de la Région de Bruxelles-Capitale.
2. Les façades projetées de la salle d'ergothérapie devront être revues dans le sens d'une meilleure intégration architecturale et dans un souci d'unité avec les façades côté cour existantes: rythme, dimension, forme et matériaux.

Les plans modifiés des 2 façades devront être approuvés par l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement.

REMARQUES: Le projet a fait l'objet d'une enquête publique du 22.05 au 06.06.1995 et n'a soulevé aucune réclamation.

Il a ensuite été présenté à la Commission de concertation du 28.06.1995 qui a émis l'avis suivant:

AVIS FAVORABLE UNANIME de la Commission sur les actes et travaux à l'intérieur de l'îlot projetés ainsi que sur la modification des caractéristiques urbanistiques de l'îlot.

La Commission charge les fonctionnaires de la Commune, de l'A.A.T.L. et du Service des Monuments & Sites d'examiner sur place une meilleure solution d'implantation et de couronnement de l'ascenseur projeté.

Vu, d'accord,
L'Ingénieur industriel,

P. MONIN.
Le Secrétaire communal,

J. GOOVAERTS.

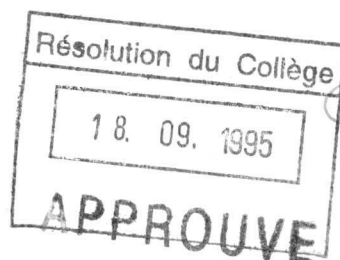
L'Architecte,

J. VAN MULLEM.

Par ordonnance:

Le Bourgmestre,
Par délégation:
L'Echevin de l'Urbanisme
et de l'Environnement,

J. DE GRAVE.



COMMUNE D'IXELLES

*

3^e DIRECTION A
URBANISME

*

Chaussée d'Ixelles, 168
Tél.: 511.90.84 - ext. 1212

RAPPORT

SUR LA DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME

N° du dossier: 106/95

N° de la rue : 41

N° de police : 94

N° de l'îlot : 135

PLAN DE SECTEUR: ZIEC

P.R.D.: PPAL

Situation: Chaussée de Boondael, 94

Demandeur C.P.A.S.

Chaussée de Boondael, 92
1050 BRUXELLES

Architecte: M. RULENS

Rue des Carburants, 53
1050 BRUXELLES

COMMISSION DE

CONCERTATION: 28.6.95

ENQ.PUBL.: 22.5 au 6.6.95

Documents annexes:

Plan(s) : 11

Lettre(s) : /

Photo(s) : 4

P/S : 1

Extrait(s): 1

Demande(s): /

JVM/RS/le 7 septembre 1995.

AVIS FAVORABLE, sous conditions sur le projet de construction d'un ascenseur ainsi qu'une extension à usage de salle d'ergothérapie au "Home VAN AA", immeuble appartenant au Centre Public d'Aide Sociale de la Commune d'Ixelles et situé dans une zone d'équipements et d'intérêt collectif ou de service public.

Les caractéristiques du projet sont;

I CAGE D'ASCENSEUR

- Vu qu'un seul ascenseur assure actuellement la liaison entre les différents niveaux, à savoir les chambres aux étages, les communs au rez-de-chaussée ainsi que les réfectoires et différents services d'intendance au sous-sol;
- Vu la vétusté de l'actuel ascenseur ainsi que les risques encourus par les nombreux pensionnaires en cas de panne;
- Vu que la conception du bâtiment ainsi que les travaux de rénovation déjà exécutés, ne permettent pas d'aménager un ascenseur dans les volumes existants.

La construction d'un ascenseur (monte-malades) est projeté dans l'aile principale (avant), à l'extérieur, côté cour, à droite de l'escalier principal en lieu et place du bloc sanitaire existant au rez-de-chaussée.

Caractéristiques:

- Profondeur: 2,95 m;
- Largeur: 2,25 m;
- Hauteur: R.+2+Etage technique; hauteur identique à celle de l'ascenseur existant et qui sera maintenu;
- Matériaux: enduit ton clair.

Remarque: le bloc sanitaire sera déplacé à gauche du bloc sanitaire existant situé à gauche de l'escalier principal (largeur: 1,94 m, profondeur: 2,70m).

II SALLE D'ERGOTHERAPIE

- III/375-5-1995-MAC II
- Implantation: sur la partie sur simple rez-de-chaussée de l'aile arrière.
Gabarit: - 1 étage avec une hauteur sous plafond de 2,85 m;
- profondeur : 10,20 m ; largeur : 17,92 m.

A transmettre à
l'A.U.A.T. - Région bruxelloise

Matériaux: prévus en façade sont : - cimentage lisse blanc;
- seuils en pierre bleue;
- menuiseries extérieures en PVC blanc.

Ces avis favorables sont cependant subordonnés au respect des conditions suivantes:

1. La stricte application des mesures de sécurité prescrites par le Service des Incendies de la Région de Bruxelles-Capitale.
2. Les façades projetées de la salle d'ergothérapie devront être revues dans le sens d'une meilleure intégration architecturale et dans un souci d'unité avec les façades côté cour existantes: rythme, dimension, forme et matériaux.
Les plans modifiés des 2 façades devront être approuvés par l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement.

REMARQUES: Le projet a fait l'objet d'une enquête publique du 22.05 au 06.06.1995 et n'a soulevé aucune réclamation.

Il a ensuite été présenté à la Commission de concertation du 28.06.1995 qui a émis l'avis suivant:

AVIS FAVORABLE UNANIME de la Commission sur les actes et travaux à l'intérieur de l'îlot projetés ainsi que sur la modification des caractéristiques urbanistiques de l'îlot.

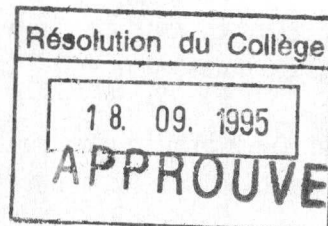
La Commission charge les fonctionnaires de la Commune, de l'A.A.T.L. et du Service des Monuments & Sites d'examiner sur place une meilleure solution d'implantation et de couronnement de l'ascenseur projeté.

Vu, d'accord,
L'Ingénieur industriel,

P. MONIN.
Le Secrétaire communal,

J. GOOVAERTS.

Par ordonnance:



L'Architecte,

J. VAN MULLEM.

Le Bourgmestre,

Par délégation:

L'Echevin de l'Urbanisme
et de l'Environnement,

J. DE GRAVE.

Annexe I à l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMUNE D'IXELLES

DEMANDE DE PERMIS D'URBANISME

Je soussigné Centre public d'aide sociale d'IXELLES (CPAS)

demeurant à IXELLES, rue CH^{EE} de Boendael n° 92

Téléphone n° 641.44.15 Téléfax n° 641.44.43

agissant en qualité de (1) - propriétaire de l'immeuble
- titulaire d'un droit de bâtir (à préciser) :
- autre (à préciser) :

sollicite pour l'immeuble sis à IXELLES

rue CH^{EE} DE BOONDAEL n° 94

cadastré section : C. 1 M. 2 195 w

(1) compris dans le plan particulier d'affectation du sol du

dénommé : (2)

(1) non compris dans un plan particulier d'affectation du sol (2);

(1) ~~compris dans le permis de lotir, délivré le~~ à

(~~n° de la parcelle dans le permis~~ :)

(1) ~~non compris dans un permis de lotir ou compris dans le périmètre d'un permis de lotir périmé;~~

l'autorisation de CONSTRUIRE UNE SALLE D'ERGOTHERAPIE - UNE

CAGE D'ASCENSEUR MONTE-MALADE - EXTENSION D'UN GROUPE

SANITAIRE

(1) Biffer la(les) mention(s) inutile(s).
(2) Selon l'article 205 § 1er de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, sont dénommés "plans particuliers d'affectation du sol", les plans particuliers d'aménagement approuvés avant l'entrée en vigueur de ladite ordonnance.

Conformément à l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992 (Moniteur belge du 14 juillet 1992) déterminant la composition du dossier de permis d'urbanisme, je joins à la présente :

1° les documents et renseignements requis, à savoir : (1)

- a) les renseignements relatifs au titre de propriété du bien en cause;
- b) l'avis au propriétaire - l'accord du propriétaire;
- c) l'avis, ~~soit de la Société du Logement de la Région bruxelloise, soit de la société agréée;~~
- d) (3) l'(les) attestation(s) du ou des architecte(s) chargé(s) de l'établissement des plans;
- e) l'extrait cadastral;
- f) la note relative au rapport plancher/sol;
- g) la note explicative relative aux actes et travaux projetés;
- h) les photos requises;
- i) ~~la note relative à un projet de bureau;~~
- j) ~~la note relative à projet d'hôtel;~~
- k) les questionnaires statistiques.

2° les documents graphiques suivants :

a) . 5 séries de plans, dont une série visée par le Service Incendie de la Région de Bruxelles-Capitale, (3) dressés par M . RULENS architecte

demeurant à 1190 . BXL rue DES . CARBURANTS n° 53 .

Téléphone n° 343 . 25 . 74 Téléfax n° IDEM

b) (1) . . . séries de documents de synthèse au format din A3.

(3) en cas d'exécution des travaux prévus dans la présente demande, l'architecte chargé du contrôle de l'exécution des travaux et de leur conformité au permis d'urbanisme et aux plans approuvés, ainsi qu'au règlements est : - (1) le susnommé;

(1) M

demeurant à rue n° . . .

Téléphone n° Téléfax n°

(1) J'autorise la commune et le Service de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire à communiquer à mon architecte, en même temps qu'à moi-même, les remarques formulées au sujet des plans.

(1) Biffer la(les) mention(s) inutile(s).
(3) A biffer lorsque les actes ou travaux sont exonérés de l'intervention d'un architecte par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992.

Je déclare avoir pris connaissance :

- ✓ - des règlements régionaux d'urbanisme;
- ✓ - des règlements communaux d'urbanisme;
- (1) des prescriptions du susdit plan particulier d'affectation du sol;
- (1) ~~des prescriptions du susdit permis de lotir.~~

(1) Je m'y conforme strictement.

(1) Je sollicite l'autorisation de déroger à

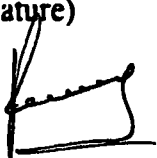
en ce que

J'autorise (Je n'autorise pas) (1) l'Administration communale à communiquer mon nom et mon adresse à des tiers, à des fins commerciales.

A. BRUXELLES..., le ..1/12/94.....

(signature)

(3) Vu, l'Architecte,
(signature)



Le Secrétaire

J. RUCQUOI

Le Président

A. ANCIAUX

(1) Biffer la(les) mention(s) inutile(s).

(3) A biffer lorsque les actes ou travaux sont exonérés de l'intervention d'un architecte par l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 1992.

ADMINISTRATION DU CADASTRE

DIRECTION DU BRABANT - 1^{er} BUREAU

Bd. St.-LAZARE 10, bte 15 - 1210 BRUXELLES

TEL: (02) 218.13.80 FAX: 217.79.23

EXTRAIT DU

PLAN CADASTRAL

COMMUNE: ... T. x. U. S. 3 ... SECTION: ... C/1 ... ECHELLE: 1/1250



REPRODUCTION INTERDITE

CERTIFIE CONFORME AU PLAN

CADASTRAL

REGISTRE 437 N°

BRUXELLES, LE.

POUR L'INSPECTEUR,

R. VANHALLE

COUT: 200 FR. (DEUX CENTS)

300 FR. (TROIS CENTS) URGENT

13314
16-05-1994
[Signature]

2. Taux d'emprise TE

	Existant	Prévu
TE hors sol = $\frac{(\text{Planchers niveau 0})}{(\text{Superficie terrain})}$:	0,16	0,16
TE sous-sol = $\frac{(\text{Planchers sous-sol})}{(\text{Superficie terrain})}$:	0,07	0,07

3. Densité de logement *Sans modification*

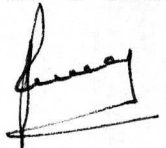
Densité nette = $\frac{10.000 \times (\text{nombre de logements prévus})}{\text{Superficie nette}}$ = Logt/Ha

soit $\frac{\text{m}^2 \text{ de terrain par logement}}{(\text{Superficie nette})}$
nombre de logements

URBANISME

A Bruxelles, le 1.12.54

(signature de l'auteur de projet)


(1) Indice P

Somme de la superficie brute de tous les planchers enclos dans tous les volumes pouvant être fermés et qui ne sont pas sous le niveau du sol (superficies de plancher à coter au nu extérieur des murs des façades).

Pour les niveaux partiellement enterrés, calculer la superficie plancher proportionnellement à la partie du niveau hors sol.

Pour les planchers sous combles, ne compter que la partie bénéficiant d'une hauteur libre de 2,20 m. minimum.

(2) Indice S

Superficie nette du terrain.

Annexe IV à l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6.7.92 déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme

CALCUL DU RAPPORT PLANCHER/SOL ET DE LA DENSITE DE LOGEMENT

1. Rapport plancher/sol

1.1 Indice P (1)

	<u>P. Existant</u> (avant travaux)	<u>P. Prévus</u> (après travaux)
niveau 0 : S/sol	898	905
1 : R	2060	2072
2 : 1	2060	2250
3 : 2	1877	1891
4 : 3	1877	1891
5 :		
6 :		
7 :		
8 :		
autres :		
sous-toiture :		
Total planchers :	<u>8772 m²</u>	<u>8979 m²</u>

1.2 Indice S (2)

Superficie nette du terrain : 12250 m²

1.3 Rapport P/S

	<u>Existant</u>	<u>Prévu</u>
P/S net :	0,716	0,733



Photo 1

URBANISME



Photo 2



Photo 3



Photo 4

MINISTERE

DE LA REGION DE

BRUXELLES-CAPITALE

1030 Bruxelles

Centre des Communications du Nord

Rue du Progrès 80 - boîte 1

Tél : 02/204.23.84

Fax : 02/204.15.23

23-03-1995



Administration de
l'Aménagement du
Territoire et du Logement

Au Collège des Bourgmestre
et Echevins

de et à **IXELLES.**

**RECOMMANDE**

-			
Votre lettre du	Vos références	Nos références	Annexes
-	-	09/PFD/95.613	1 dossier

Objet : ■ COMMUNE : **IXELLES**

■ DEMANDEUR : **C.P.A.S. d'Ixelles**

■ ADRESSE : **chaussée de Boondael, 92 à 1050 Bruxelles**

■ OBJET DE LA DEMANDE : **construire des extensions (salle d'ergothérapie, cage d'ascenseur, groupe de sanitaires) au home Van Aa**

■ SITUATION : **chaussée de Boondael, 94**

Mesdames, Messieurs,

J'ai l'honneur de vous transmettre le dossier de la demande mentionnée sous rubrique, accompagné d'1 exemplaire des plans.

I. En application de l'article 141 de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme modifiée par celle du 30 juillet 1992, je vous prie de me faire parvenir dans les 30 jours votre avis sur cette demande.

Je vous rappelle que cet avis, fondé sur les plans en vigueur, les projets de plans ainsi que sur le bon aménagement des lieux, sera complété, le cas échéant, par :

a) les conditions à prescrire en exécution des tâches confiées aux communes par l'article 135 de la nouvelle loi communale;

141-01.2ème version

30 Direction n° 1775				
D	Adm	SP	O	
EB	03-4-1995		(AB)	
EM	REP	RF	GRD	A
M.	M. [Signature]			

M. [Signature] pour le [Signature]

- b) la mention que l'immeuble concerné est frappé d'alignement (application de l'article 123 6° de la nouvelle loi communale) et, s'il y a lieu, la mention que, du point de vue du conseil communal, l'alignement projeté ne pourra se réaliser avant cinq ans;
- c) l'avis sur les dérogations éventuelles que la demande implique par rapport à un plan communal de développement ou particulier d'affectation du sol, à un permis de lotir, à un règlement communal d'urbanisme, à un règlement communal sur les bâtisses ou à un plan d'alignement d'une voie communale ou vicinale;

~~II. (1) En application des prescriptions du plan de secteur, arrêté par l'arrêté royal du 28 novembre 1979, je vous prie de bien vouloir soumettre cette demande aux mesures particulières de publicité conformément aux articles 113 et 114 de ladite ordonnance du 29 août 1991.~~

~~En effet :~~

~~— au plan de secteur, la demande est située en zone~~

~~— le projet est soumis aux mesures particulières de publicité pour les motifs suivants :~~

~~A l'issue de ces mesures de publicité, je vous prie de soumettre cette demande à l'avis de la commission de concertation et vous invite à me transmettre cet avis ainsi que le procès-verbal de séance dans les meilleurs délais.~~

~~Compte tenu de cette formalité supplémentaire, le délai de 30 jours dont question au point I ne prend cours qu'au jour de la clôture de l'enquête publique (article 141 de l'ordonnance).~~

~~III. (1) En application du projet de plan régional de développement (P.R.D.) arrêté par arrêté du Gouvernement du 9 décembre 1993, je vous prie de bien vouloir soumettre cette demande aux mesures particulières de publicité conformément aux articles 113 et 114 de ladite ordonnance du 29 août 1991.~~

~~En effet :~~

~~— au plan régional de développement, la demande est située dans un périmètre :~~

~~— le projet est soumis aux mesures particulières de publicité pour les motifs suivants :~~

~~A l'issue de ces mesures de publicité, je vous prie de soumettre cette demande à l'avis de la commission de concertation et vous invite à me transmettre cet avis ainsi que le procès verbal de séance dans les meilleurs délais.~~

~~Compte tenu de cette formalité supplémentaire, le délai de 30 jours dont question au point I ne prend cours qu'au jour de la clôture de l'enquête publique (article 141 de l'ordonnance).~~

~~IV. (1) En application de l'article 11 de l'ordonnance du 29 août 1991, je vous prie de soumettre cette demande à l'avis de la commission de concertation instituée par ledit article pour les motifs suivants~~

~~(1) la demande est située en zone d'intérêt culturel, historique et/ou esthétique du plan de secteur (application de l'article 7.6.1., alinéa 3 des prescriptions);~~

~~(1) la demande est située en périmètre d'intérêt culturel, historique ou esthétique ou d'embellissement du projet de P.R.D. (article 19 des prescriptions);~~

~~(1) afin d'examiner la compatibilité avec l'habitation des activités concernées par la demande, l'incompatibilité éventuelle n'étant déclarée, aux termes des prescriptions du plan de secteur, ou du projet de P.R.D. qu'après l'avis de la commission de concertation;~~

~~(1) étant donné l'importance de la demande du point de vue de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme;~~

~~V. (1) En application des dispositions des articles 118 § 2, 152 alinéa 2 et 152 alinéa 4 de l'ordonnance du 29 août 1991, je vous prie de bien vouloir soumettre cette demande aux mesures particulières de publicité.~~

~~En effet, ces mesures sont requises pour les motifs suivants :~~

~~VI. (1) En application des dispositions de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier, je vous prie de bien vouloir soumettre cette demande aux mesures particulières de publicité :~~

~~En effet, ces mesures sont requises pour les motifs suivants :~~

~~1. Application de l'article 4 alinéa 3 : bien repris à l'inventaire du patrimoine immobilier.~~

~~2. Application de l'article 42 :~~

~~(1) monument antérieur à 1932.~~

~~(1) ensemble antérieur à 1932.~~


~~A l'issue de ces mesures de publicité, je vous prie de soumettre cette demande à l'avis de la commission de concertation et vous invite à me transmettre cet avis ainsi que le procès verbal de séance dans les meilleurs délais.~~

~~Compte tenu de cette formalité supplémentaire, le délai de 30 jours dont question au point I ne prend cours qu'au jour de la clôture de l'enquête publique (article 141 de l'ordonnance).~~

~~VII. Je souhaite que soit (soient) invité(s) et entendu(s) par la commission de concertation :~~

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Au Nom du Ministre :
Le fonctionnaire délégué,



L'Architecte F. GASPAR,
Inspecteur général

(1) biffer les mentions
inutiles

141-01.2

INSTRUCTIONS

- (1) — Superficie de l'ensemble des niveaux du bâtiment destinée aux usages repris au § 4 ci-dessous.
- (2) — Superficie de l'ensemble des niveaux du bâtiment destinée aux usages repris au § 7 ci-dessous.
- (3) — La qualité du maître de l'ouvrage est à spécifier suivant la classification ci-après:
- 1. Particulier(s);
 - 2. Société(s) anonyme(s) (sauf 6 ci-dessous);
 - 3. Société(s) coopérative(s) (sauf 6 ci-dessous);
 - 4. Autre(s) société(s) (sauf 6 ci-dessous);
 - 5. Association(s) sans but lucratif;
 - 6. Société agréée par la Société nationale du Logement ou la Société nationale de la Petite Propriété terrienne;
 - 7. Etat belge;
 - 8. Province;
 - 9. Commune;
 - 10. Organisme dépendant de l'Etat, de la Province ou de la Commune;
 - 11. Autre(s) maître(s) de l'ouvrage.

- (4) — La destination du bâtiment est à spécifier suivant la classification ci-après:
- 1. Bâtiment pour agriculture, horticulture, élevage;
 - 2. » » industrie ou artisanat;
 - 3. » » entreposage, manutention, transports (entreprises publiques);
 - 4. » » entreposage, manutention, transports (entreprises privées);
 - 5. » » commerce, banque, finances, assurances;
 - 6. » » spectacles, divertissements, auditions;
 - 7. » » soins personnels et services (établissements où les malades ne séjournent pas, polycliniques, dispensaires ainsi que les crèches, salons de coiffure, manucure, pédicure, beauté, les débits de boissons, etc...);
 - 8. » » administration publique et parastataux (bureaux);
 - 9. » » administration privée (bureaux);
 - 10. » » usages culturels (écoles, sciences, arts);
 - 11. » » usages sportifs;
 - 12. » » répartition et entretien d'autos pour des tiers;
 - 13. Garages proprement dits : abris individuels ou collectifs pour automobiles privées;
 - 14. Bâtiments pour autres usages (églises, chapelles, etc...).

- (5) — Volume obtenu en multipliant la surface du bâtiment, murs extérieurs compris, par la hauteur calculée de la face supérieure du plancher du rez-de-chaussée jusqu'à mi-hauteur du toit, ou jusqu'à la face supérieure de la couverture, s'il s'agit d'un toit plat. Le volume des caves, annexes et dépendances doit être calculé de la même façon et compris dans ce total. Les espaces intérieurs non couverts sont à exclure du total.

- (6) — Pièces d'habitation.
- On entend par «pièces d'habitation» les pièces destinées aux besoins fondamentaux de la vie commune(repos, manger, divertissement, étude) ou utilisées à cet effet. Dans cette définition, on comprend donc les cuisines, salles à manger, chambres à coucher, chambres de domestiques, salons, studios, mansardes et sous-sols habitables, et autres espaces destinés à l'habitation et normalement conçus à cet usage, séparés par des cloisons allant du plancher au plafond et assez grands pour contenir un lit d'adulte (4 m² au moins de superficie et 2 mètres au-dessus du plancher).
- N'entrent pas dans cette définition les autres pièces destinées aux besoins du ménage, notamment les salles de bain, buanderies, cabinets d'aisance, réduits ou refuges, dégagements, couloirs, cages d'escalier, paliers, etc...
- La pièce d'habitation utilisée comme bureau, par un notaire, un avocat, un architecte, un géomètre-expert, un médecin, un agent de change ou d'assurance, etc... dans sa propre maison ou dans un autre logement doit être considérée comme faisant partie des locaux destinés à l'habitation.

- (7) — La destination du bâtiment est à spécifier suivant la classification ci-après
- 1. résidence d'un ou de plusieurs ménages particuliers;
 - 2. résidence d'un ménage collectif en spécifiant orphelinat, communauté religieuse, hospice ou maison de retraite phalanstère, hôtellerie d'usine, caserne, prison, etc...;
 - 3. résidence occasionnelle de vacanciers, touristes ou voyageurs en spécifiant hôtel, maison de logement, motel, home de vacances, auberge de jeunesse ou autre maison de tourisme social;
 - 4. résidence occasionnelle de personnes en traitement en spécifiant hôpital, maternité, sanatorium, préventorium;
 - 5. résidence occasionnelle d'élèves ou d'étudiants en spécifiant pensionnat, home d'étudiants, cité universitaire.

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

2° Direction - 1ère Section
STATISTIQUES INDUSTRIELLES

Rue de Louvain 44 - 1000 BRUXELLES
TEL. : (02) 513.96.50

FORMULAIRE STATISTIQUE — MODELE II

annexé à la demande de permis de bâtir.

Bâtiments destinés exclusivement
ou principalement à un autre usage que l'habitation

Dans ces bâtiments, plus de 50 % de leur superficie doit être affectée à un usage autre que l'habitation (voir p. 4, §1). Le cas échéant, ils peuvent contenir des logements pour des personnes exerçant une activité dans ces bâtiments. (voi p. 4, §2)

1. A remplir par l'Administration Communale ou l'Administration de l'Urbanisme (1).

- 1. Province :
- 2. Arrondissement administratif :
- 3. Commune :
- 4. N° de la demande du permis de bâtir :
- 5. Date d'octroi du permis délivré, suivant le cas, par l'Administration Communale ou l'Administration de l'Urbanisme :

II. A remplir par le demandeur du permis de bâtir.

- 1. Nom et prénoms (ou raison sociale) du demandeur : CPAS d'IXELLES
(En caractères d'imprimerie) HOME VAN AN
- 2. Adresse du demandeur (commune, rue, numéro) : CPAS, chaussée de Boendael, 92
1050
- 3. Situation du bien : IXELLES
 - a) adresse (commune, rue, numéro) : Chaussée de Boendael, 92 1050
 - b) numéro de la section cadastrale : C.1 M° 195 w
- 4. Qualité du maître de l'ouvrage (reprendre la rubrique qui convient dans la classification p. 4 § 3) : ... CPAS

(1) l'Administration de l'Urbanisme intervient dans le cas prévu par l'art. 48 de la loi du 29 mars 1962.

(Pour fournir ces renseignements, le demandeur du permis de bâtir recourra à l'architecte ou au constructeur).

- Cadre A. - Construction nouvelle ou reconstruction totale.**

- Col. réservée
à l'I.N.S.

--	--	--

--	--

1

--	--	--

--	--	--	--	--

--	--	--	--	--

--	--	--	--	--

--	--	--	--	--

Cadre B. - Transformation, extension ou reconstruction partielle.

Col. réservée
à l'I.N.S.

--	--	--

- | | |
|--|--|
| | |
|--|--|

--	--

--	--

--	--	--	--	--

--	--	--	--	--

--	--	--	--	--

--	--	--	--	--

--	--

--	--	--

- | | |
|--|--|
| | |
|--|--|

☐

--	--

--	--	--	--

--	--	--	--	--

1	2	3	4	5
---	---	---	---	---

Signature de l'architecte
auteur
des plans.

~~Frank VANBERHASSELT~~

Adm. Directeur d'Adm.

..... Adm. Directeur d'Adm. (date)
(Signature du demandeur du permis de bâtir).

niveau de la
commune

Annexe III à l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 6.7.92 déterminant la composition du dossier de demande de permis d'urbanisme

ATTESTATION DE L'AUTEUR DE PROJET (1)

(à remplir en triple exemplaire, dont un exemplaire reste au conseil compétent de l'Ordre des architectes)

Je soussigné ... *E. Ruelens*

demeurant à ... *1190 BXL* rue... *de carburants* n°... *53*

téléphone n° ... *343.25.74*

Atteste :

a) que je suis en droit d'exercer en Belgique la profession d'architecte et que je suis :

- (2) inscrit au tableau de l'Ordre des architectes;
- (2) ~~inscrit à la liste des stagiaires de l'Ordre des architectes;~~
- (2) ~~porteur de l'autorisation dont question à l'article 8 de la loi du 26 juin 1963 créant un Ordre des architectes;~~
- (2) ~~architecte enregistré comme prestataire de services en Belgique;~~

b) que j'ai été chargé par (nom et adresse) .. *SPAS DIXELLES Ch^{re} de Boensdael, 92*
1050 BXL

(2) de l'établissement des plans ;

- (2) du contrôle de l'exécution des travaux relatif(s) à (nature des ouvrages) *- CONSTRUCTION D'UNE SALLE D'ERGOTHERAPIE*
à exécuter (commune, rue, n°) ... *DIXELLES*
Ch^{re} de Boensdael, 92 1050
section cadastrale .. *C1 n° 195W*
- CAGE D'ASCENSEUR MONTE-PALADE
- EXTENSION D'UN GROUPE SANITAIRE

Je déclare avoir pris connaissance :

- 1° du plan particulier d'affectation du sol (3) dénommé ... dans lequel est situé le bien;
- 2° du ~~permis de lotir accordé~~ le ...
à M...;
- 3° des règlements régionaux d'urbanisme;
- 4° des règlements communaux d'urbanisme.

(1) Lorsque les plans sont établis par plusieurs personnes, chacune d'elles doit remplir une attestation. Il en est de même lorsque la(les) personne(s) chargée(s) du contrôle légal des travaux est (sont) différente(s) de celle(s) chargée(s) de l'établissement des plans.

(2) Biffer la(les) mention(s) inutile(s).

(3) Selon l'article 205, §1er, de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme, sont dénommés "plans particuliers d'affectations du sol" les plans particuliers d'aménagement approuvés avant l'entrée en vigueur de ladite ordonnance.

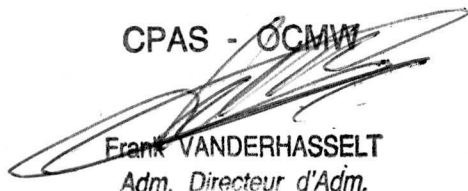
J'atteste :

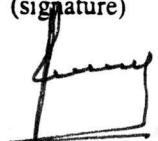
- (2) n'avoir relevé aucune contradiction entre le projet établi par moi et les documents cités au 1°, 2°, 3° et 4° ci-dessus;
- (2) avoir relevé que le projet établi par moi s'écarte des prescriptions susdites, en ce qui concerne (préciser les dérogations) ...;
- m'engager à faire part sans délai, au collège des bourgmestre et échevins de la commune où seront exécutés les travaux, de toute décharge prématurée de ma mission de contrôle de l'exécution des travaux.

A *Bruxelles* , le

Vu, le demandeur,
(signature)

l'architecte
(signature)

CPAS - OCMW

Frank VANDERHASSELT
Adm. Directeur d'Adm.



VISA DU CONSEIL DE L'ORDRE

LE PRESENT DOCUMENT VISE
A VALIDITE DE TROIS MOIS



(2) Biffer la(les) mention(s) inutile(s).

Rue de Trêve

ADMINISTRATION
COMMUNALE
D'IXELLES

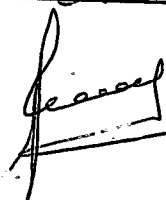
TRAVAUX PUBLICS
REGIE FONCIERE
URBANISME

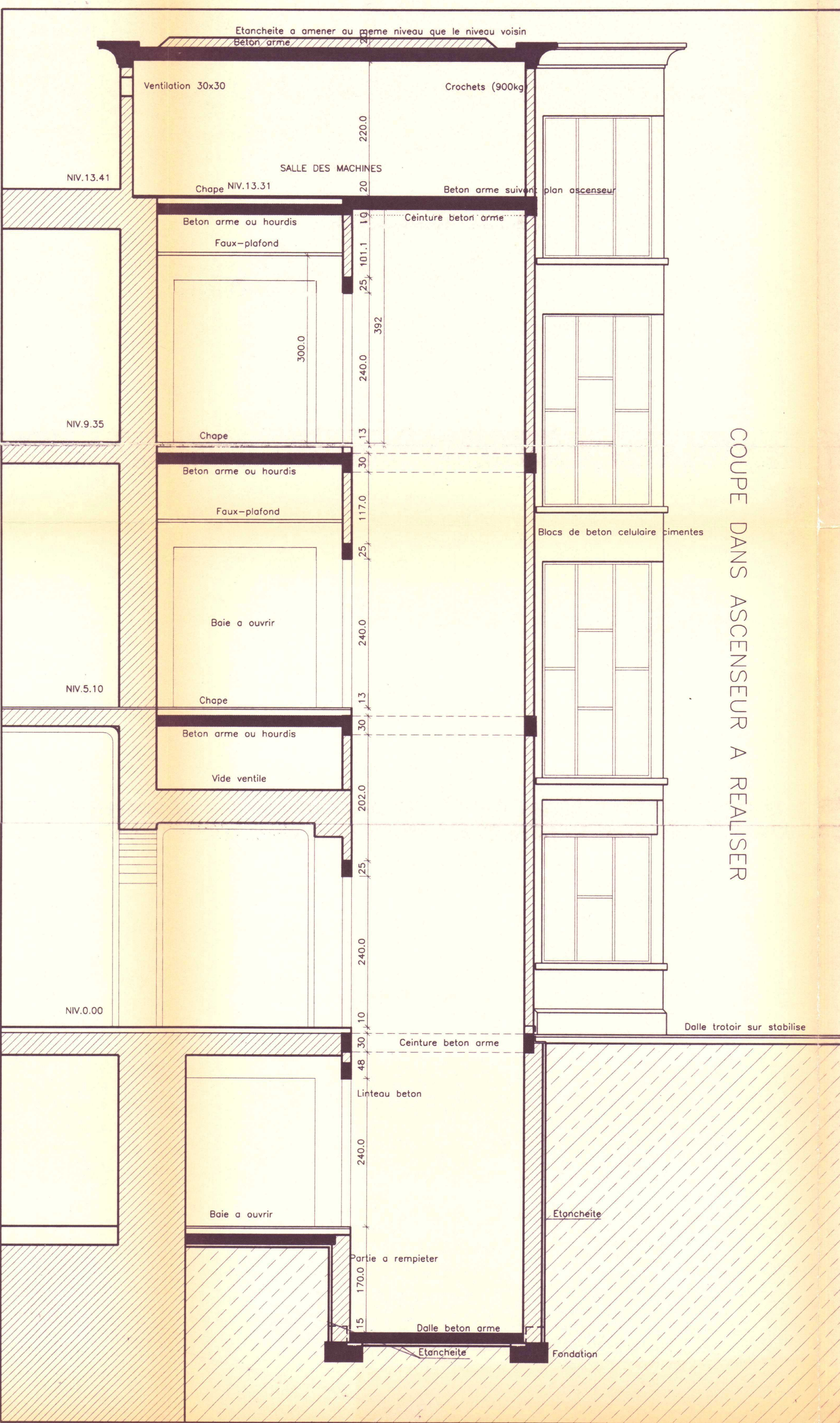
DECLARATION

Je, soussigné, F. RUIENS
dûment mandaté par M. CPAS XL
déclare retirer la demande de bâtir relative à l'immeuble situé
CHEE DE BONDAEL XL
et reprendre le dossier.

Je prends note que lorsqu'un projet sera à nouveau introduit, celui-ci devra se faire sous la forme d'une nouvelle demande à transmettre à l'Administration Communale et que pour l'examen de cette demande le délai fixé à l'article 119 de l'ordonnance du 29.8.91, prendra cours à la date de l'avis de réception qui sera délivré pour cette dernière demande.

Fait à Ixelles, le 23-12-94





CENTRE PUBLIC D'AIDE SOCIALE D'IXELLES OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIYN VAN ELSENE			
CADASTRE: C1 195 w		Plan approuvé le:	
ARCHITECTES EMILE G. RULENS architecte Rue des carburants, 53 1190 Bruxelles. Tel/Fax : 02/343.25.74			
HOME VAN AA AMENAGEMENTS Chaussée de Boendael, 94 Ixelles		HOME VAN AA INRICHTINGEN Boendaelsesteenweg, 94 Elsenne	
PERMIS DE BATIR			
COUPE AA - DOORSNEDE AA ASCENSEUR - LIFT		PLAN n°	Dossier CPAS-OCMW
		94/7-4	
		ECH.SCHAAL	2cm/m
Dessiné par - Getekend door OLIVIER DEMOULIN	Date- Datum 01-12-1994	MODIFICATIONS WIJZIGINGEN	
	A		
	B		
	C		
	D		
	E		
	F		
	G		
	H		
	I		
	J		
	K		
	L		
	M		
	N		
Le Fonctionnaire Délégué De Afgevaardigde Ambtenaar			
Le Président De Voorzitter			
Le Secrétaire De Secretaris			

CENTRE PUBLIC D'AIDE SOCIALE D'IXELLES
OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK
WELZIJN VAN ELSENE

CADASTRE: C 1 / 135 w

Plan approuvé le:

ARCHITECTES
EMILE G. RULENS architecte
Rue des carburants, 53 1190 Bruxelles.
Tel/Fax : 02/343.25.74

URBANISME

HOME VAN AA
AMENAGEMENTS
Chaussée de Boendael, 94 Ixelles

HOME VAN AA
INRICHTINGEN
Boendaelsesteenweg, 94 Elsenne

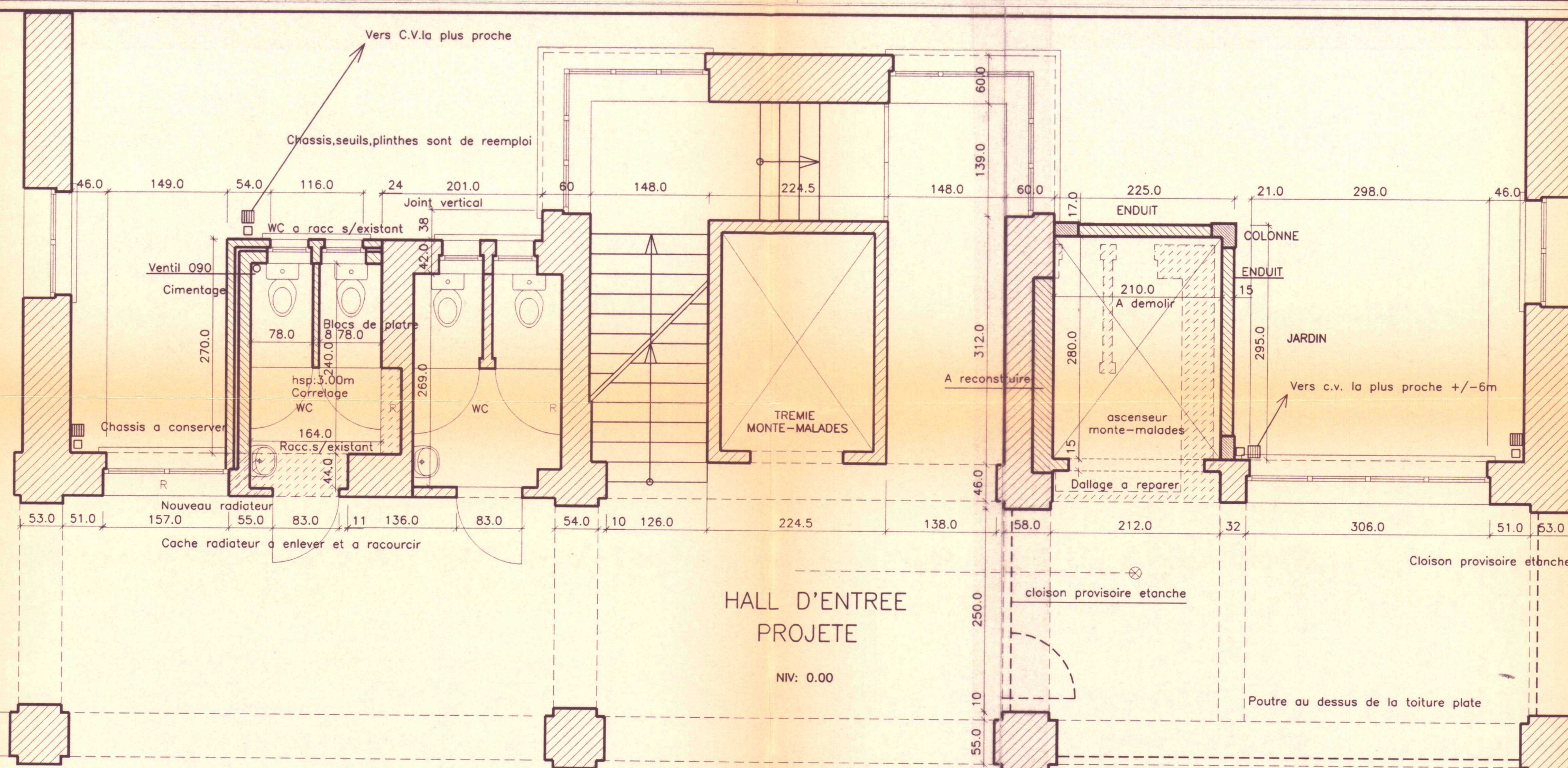
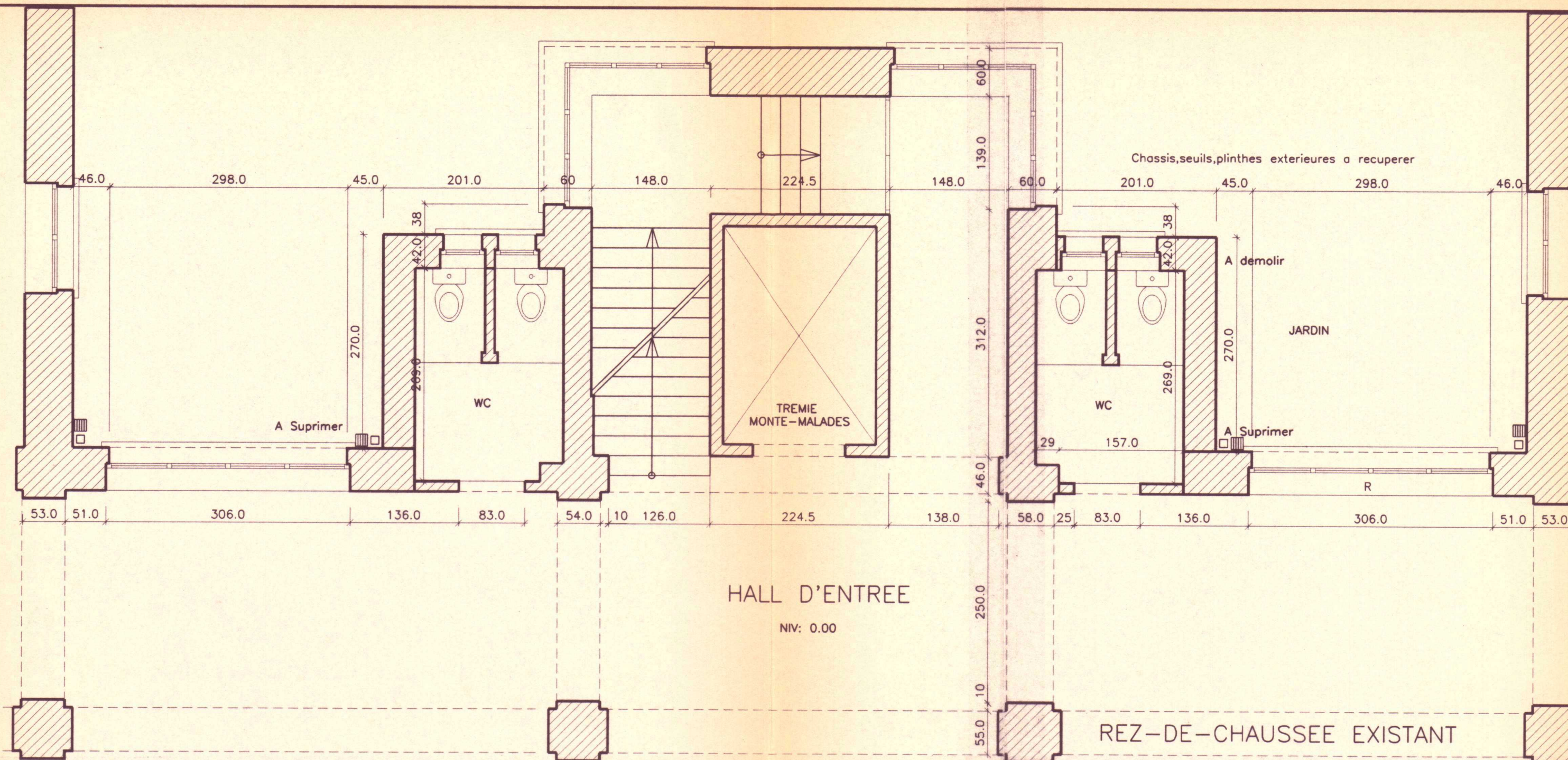
PERMIS DE BATIR

SANITAIRES
PLAN EXISTANT ET PROJETE

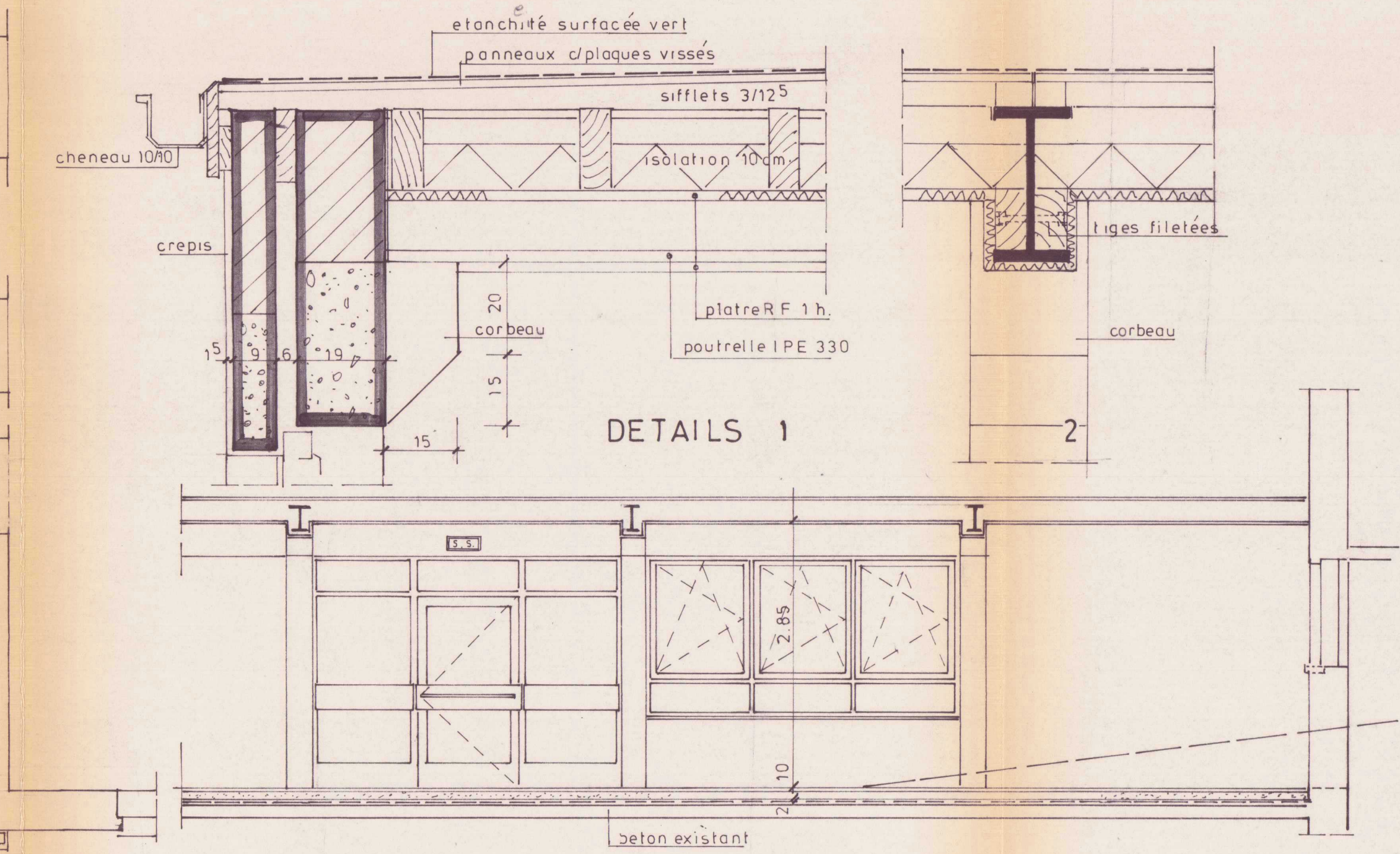
PLAN n°	Dossier CPAS-OCMW
94/8-1	
ECH.SCHAAL	2cm/m

Dessiné par - Getekend door	Date- Datum	MODIFICATIONS WIJZIGINGEN
OLIVIER DEMOULIN	01-12-1994	
	A	
	B	
	C	
	D	
	E	
	F	
	G	
	H	
	I	
	J	
	K	
	L	
	M	
	N	

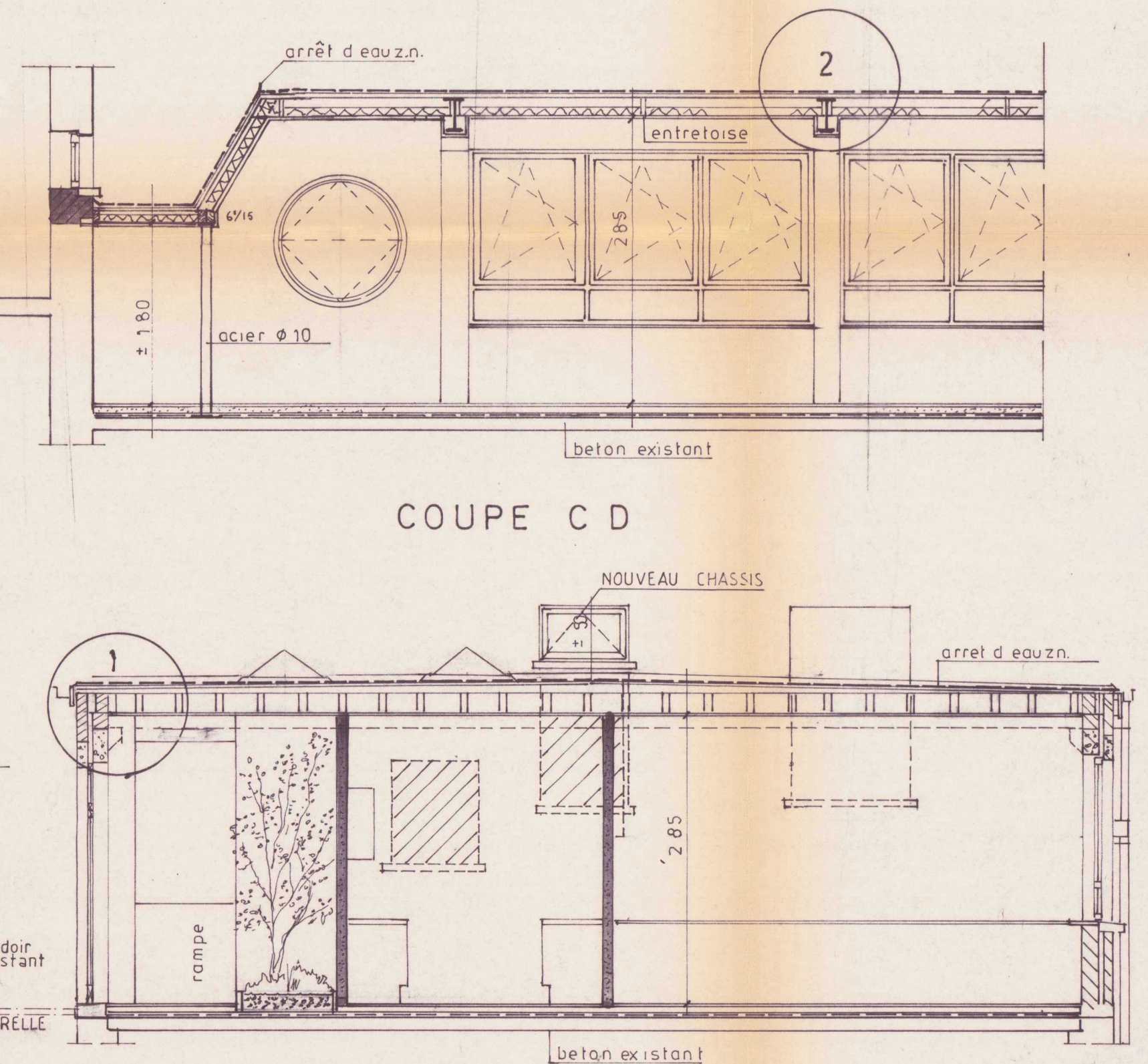
Le Fonctionnaire Délégué
De Afgevaardigde Ambtenaar
Le Président
De Voorzitter
Le Secrétaire
De Secretaris



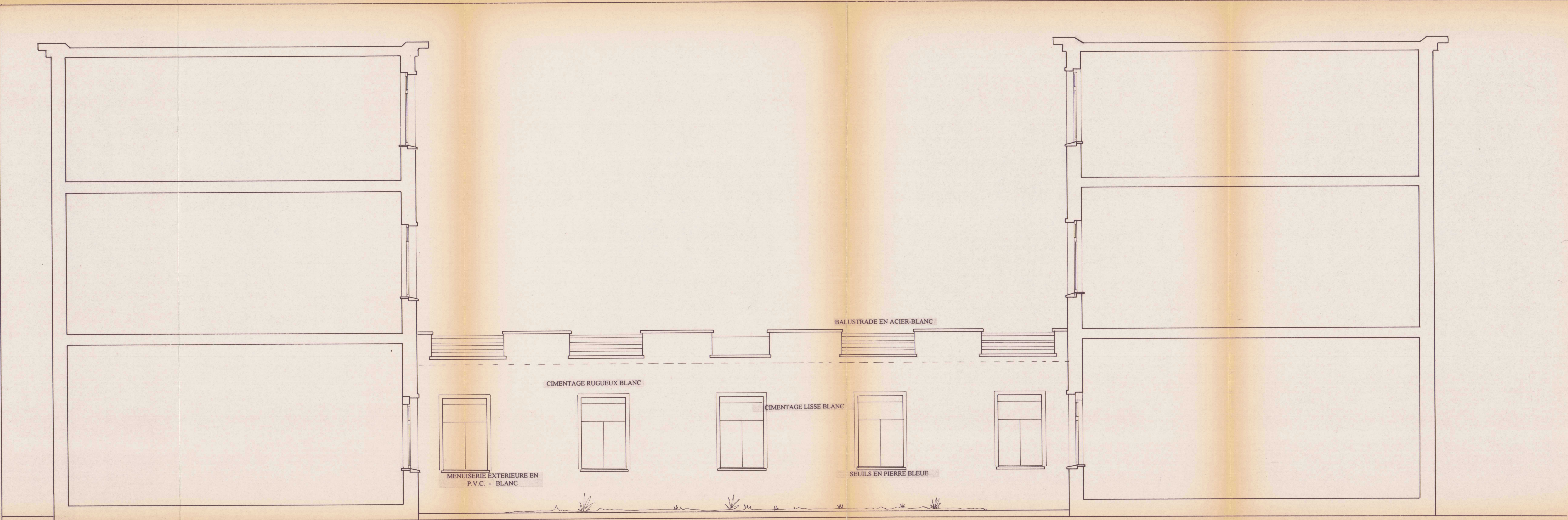
CENTRE PUBLIC D'AIDE SOCIALE D'IXELLES OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK WELZIJN VAN ELSENE			
CADASTRE: C1 195 w		Plan approuv�e le:	
ARCHITECTES EMILE G. RULENS architecte Rue des carburants, 53 1190 Bruxelles. Tel/Fax : 02/343.25.74			
URBANISME			
HOME VAN AA AMENAGEMENTS Chaussée de Boendael, 94 Ixelles		HOME VAN AA INRICHTINGEN Boendaelsesteenweg, 94 Elsen�	
PERMIS DE BATIR-BOUWAANVRAAG			
ERGOTHERAPIE PLANS ET COUPES		PLAN n�	Dossier CPAS-OCMW
		94/6-1	
		ECH.SCHAAL	1/50
Dessiné par - Getekend door OLIVIER DEMOULIN	Date- Datum 01-12-1994	MODIFICATIONS WIJZIGINGEN	
	A	CORRECTION POMPIERS	
	B		
	C		
	D		
	E		
	F		
	G		
	H		
	I		
	J		
	K		
	L		
	M		
	N		
Le Fonctionnaire Délégué De Afgevaardigde Ambtenaar			
Le Président De Voorzitter			
Le Secrétaire De Secretaris			



COUPE A B



COUPE E F



CENTRE PUBLIC D'AIDE SOCIALE D'IXELLES
OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK
WELZIJN VAN ELSENE

CADASTRE: C 1 / 195 w Plan approuvé le:

ARCHITECTES
EMILE G. RULENS architecte
Rue des carburants, 53 1190 Bruxelles.
Tel/Fax : 02/343.25.74

URBANISME

HOME VAN AA
AMENAGEMENTS
Chaussée de Boendael, 94 Ixelles

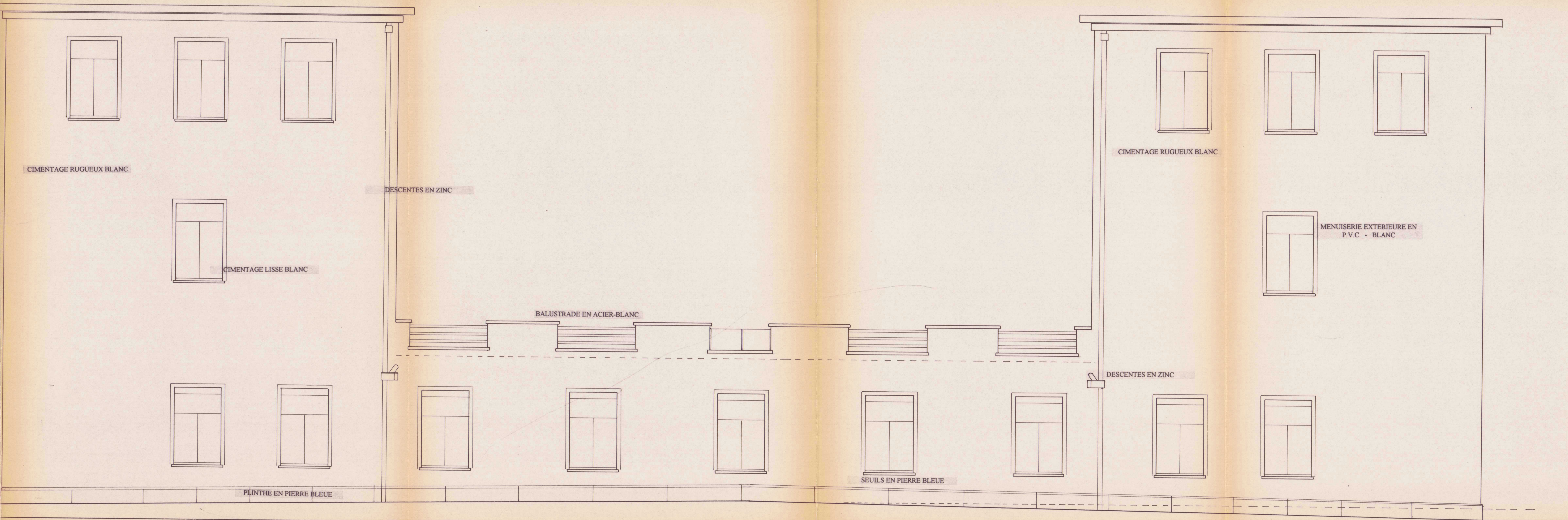
HOME VAN AA
INRICHTINGEN
Boendaelsesteenweg, 94 Elsene

PERMIS DE BATIR-BOUWAANVRAAG

ERGOTHERAPIE FACADE OUEST EXISTANTE	PLAN n°	Dossier CPAS-OCMW
	94/6-2	
	ECH.SCHAAL	1/50

Dessiné par - Getekend door OLIVIER DEMOULIN	Date- Datum 01-12-1994	MODIFICATIONS WIJZIGINGEN
	A	
	B	
	C	
	D	
	E	
	F	
	G	
	H	
	I	
	J	
	K	
	L	
	M	
	N	

Le Fonctionnaire Délégué
De Afgevaardigde Ambtenaar
Le Président
De Voorzitter
Le Secrétaire
De Secretaris



CENTRE PUBLIC D'AIDE SOCIALE D'IXELLES
OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK
WELZIJN VAN ELSENE

CADASTRE: CA1 195 w Plan approuvé le:

ARCHITECTES
EMILE G. RULENS architecte
Rue des carburants, 53 1190 Bruxelles.
Tel/Fax : 02/343.25.74

URBANISME

HOME VAN AA
AMENAGEMENTS
Chaussée de Boendaël, 94 Ixelles

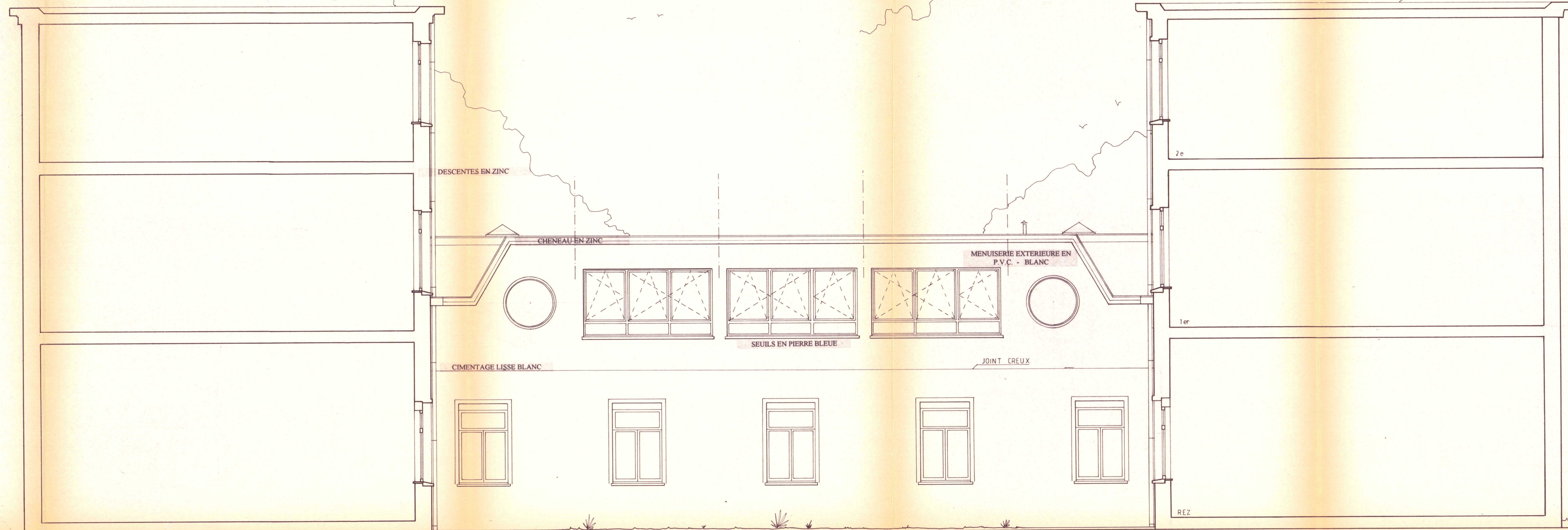
HOME VAN AA
INRICHTINGEN
Boendaelsesteenweg, 94 Elsene

PERMIS DE BATIR-BOUWAANVRAAG

ERGOTHERAPIE
FACADE EST EXISTANTE

PLAN n°	Dossier CPAS-OCMW
94/6-3	
ECH.SCHAAL	1/50

Dessiné par - Getekend door	Date - Datum	MODIFICATIONS
OLIVIER DEMOULIN	01-12-1994	WIJZIGINGEN
	A	
	B	
	C	
	D	
	E	
	F	
	G	
	H	
	I	
	J	
	K	
	L	
	M	
	N	
Le Fonctionnaire Délégué		
De Afgevaardigde Ambtenaar		
Le Président		
De Voorzitter		
Le Secrétaire		
De Secretaris		



CENTRE PUBLIC D'AIDE SOCIALE D'IXELLES
OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK
WELZIJN VAN ELSENE

CADASTRE:

Plan approuvé le:

ARCHITECTES
EMILE G. RULENS architecte
Rue des carburants, 53 1190 Bruxelles.
Tel/Fax : 02/343.25.74

URBANISME

HOME VAN AA
AMENAGEMENTS
Chaussée de Boendaël, 94 Ixelles

HOME VAN AA
INRICHTINGEN
Boendaelsesteenweg, 94 Elsene

PERMIS DE BATIR-BOUWAANVRAAG

ERGOTHERAPIE
FACADE OUEST

PLAN n°
Dossier CPAS-OCMW

94/6-4

ECH.SCHAAL
1/50

Dessiné par - Getekend door
OLIVIER DEMOULIN

Date- Datum
01-12-1994

MODIFICATIONS
WIJZIGINGEN

A
B
C
D
E
F
G
H
I
J
K
L
M
N

Le Fonctionnaire Délégué
De Afgevaardigde Ambtenaar
Le Président
De Voorzitter
Le Secrétaire
De Secretaris

Plan approuvé le:

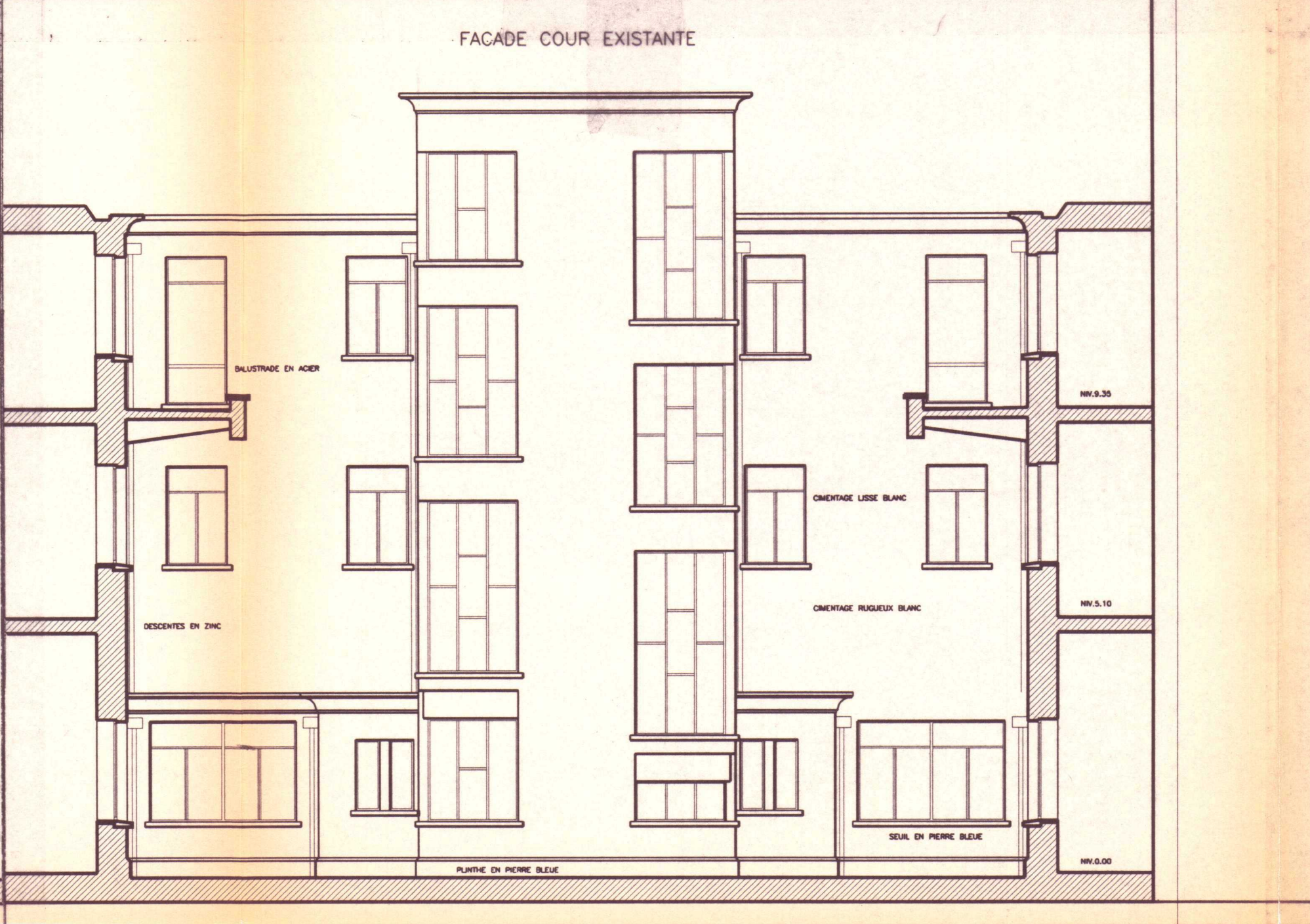
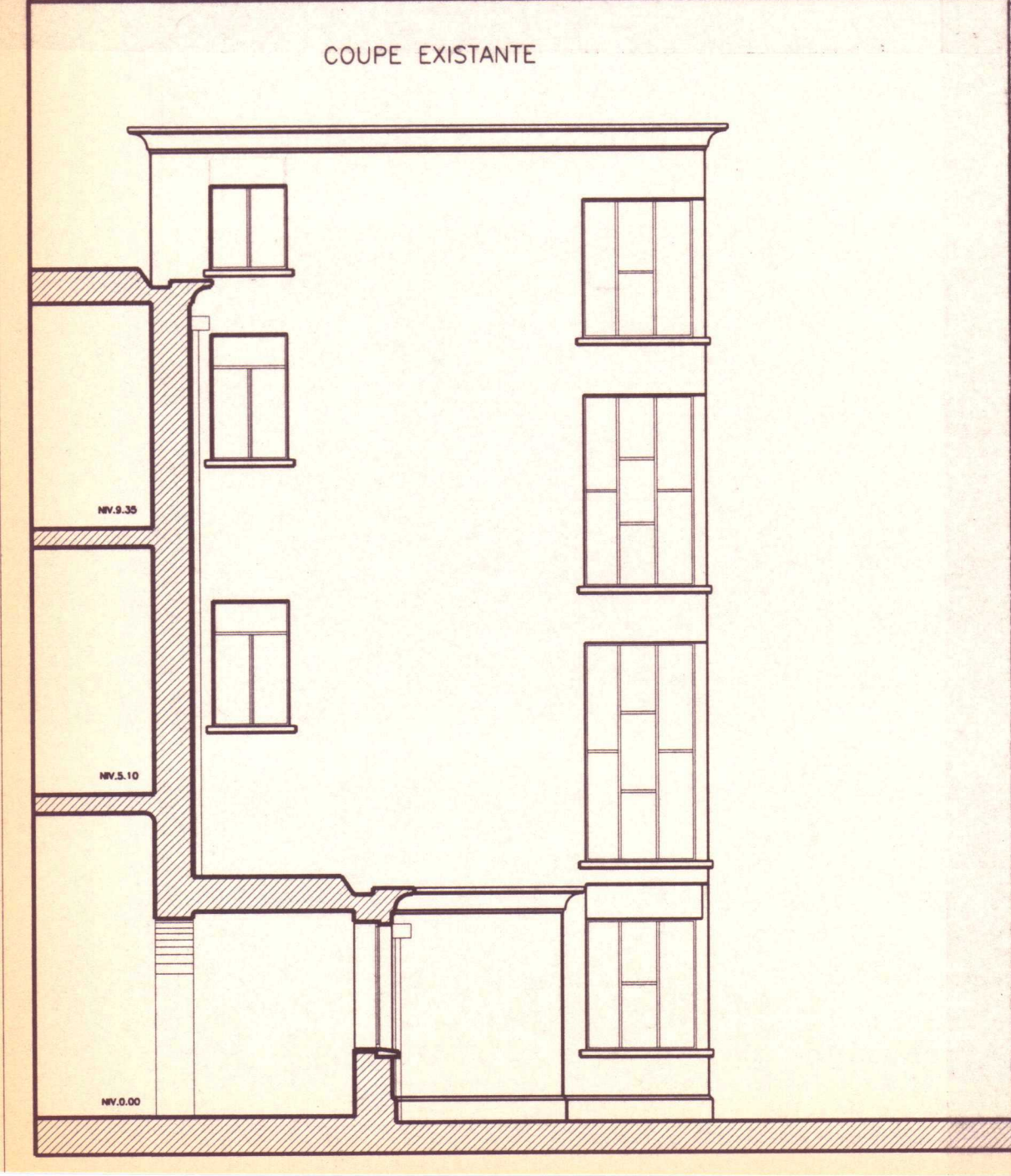
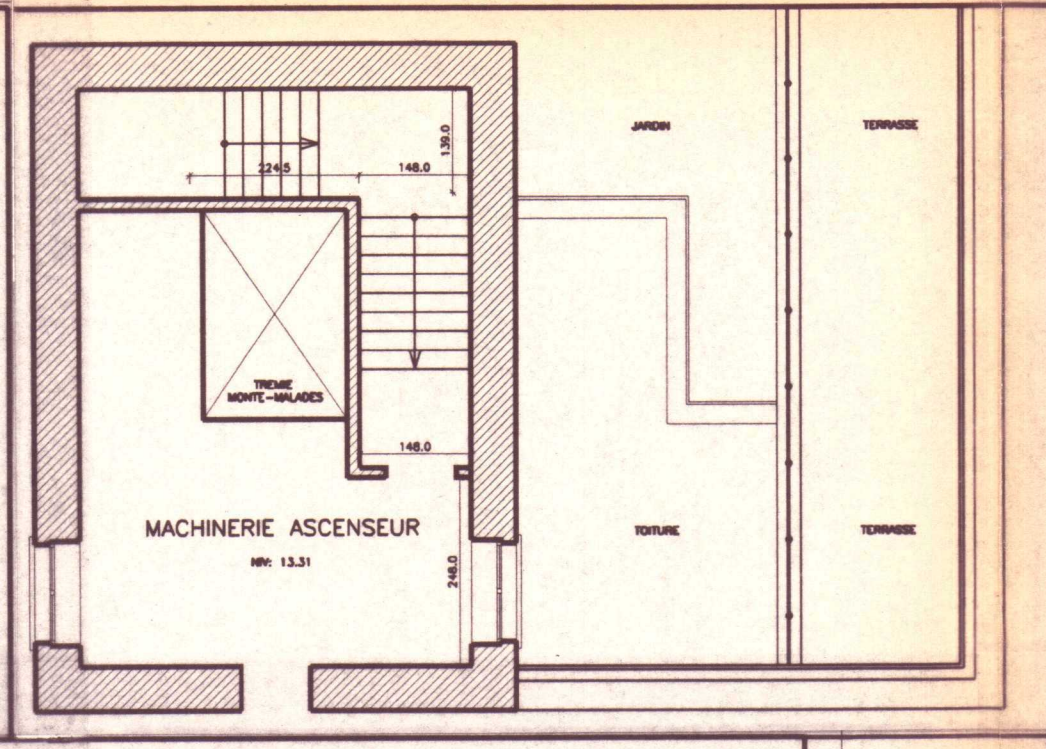
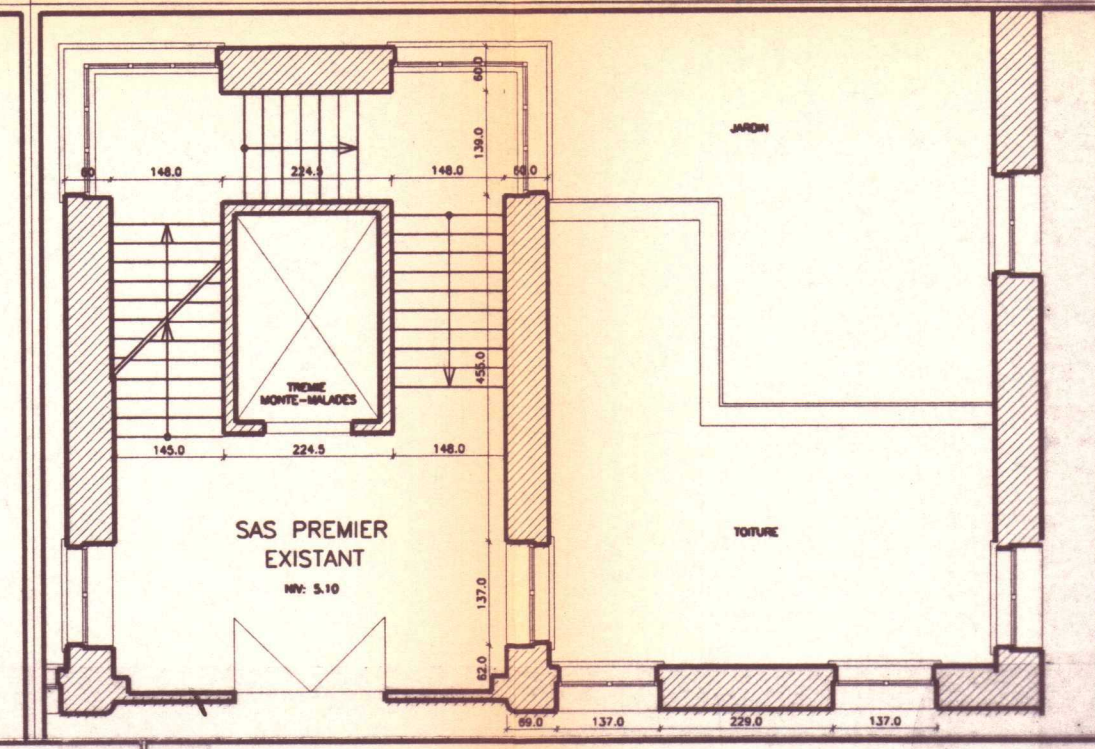
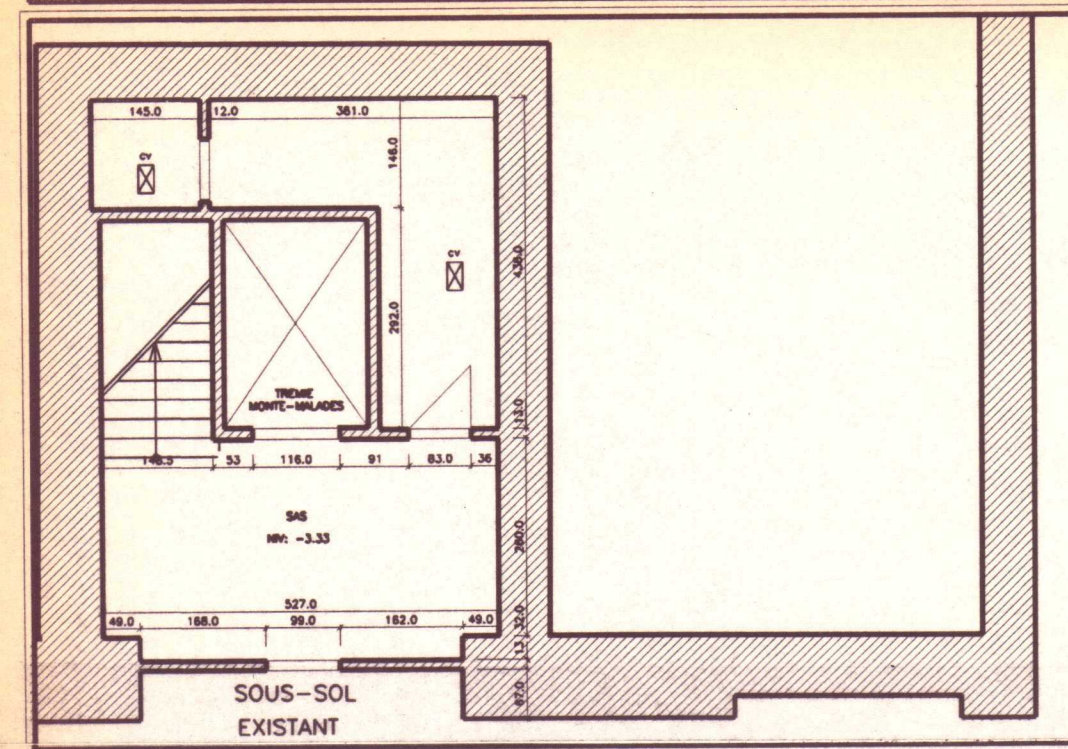
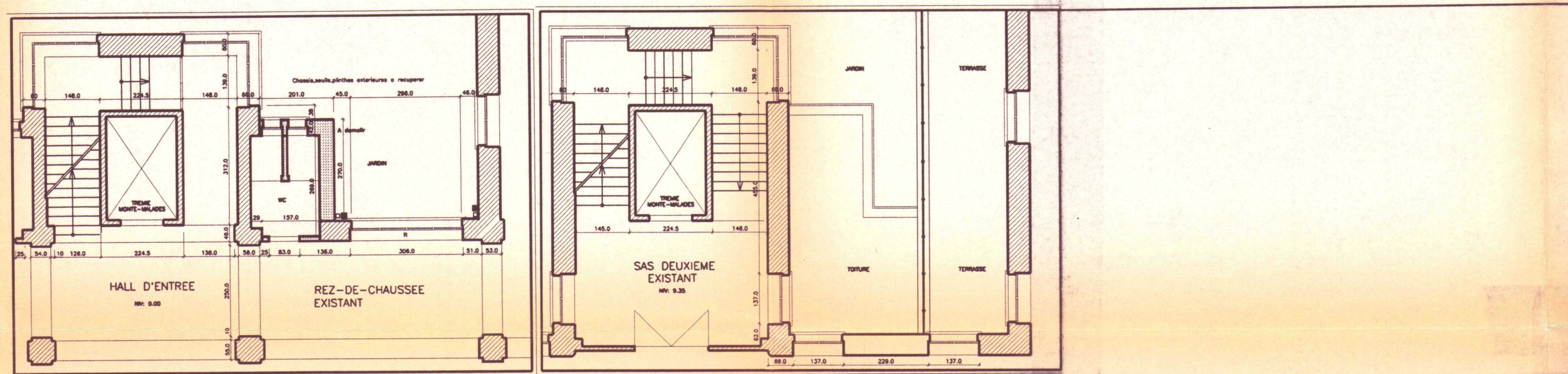
URBANISME

HOME VAN AA
INRICHTINGEN
Boendaelsesteenweg, 94 Elsene

1/50

MODIFICATIONS
WIJZIGINGEN

Le Fonctionnaire Délégué De Afgevaardigde Ambtenaar
Le Président De Voorzitter
Le Secrétaire De Secretaris



CENTRE PUBLIC D'AIDE SOCIALE D'IXELLES
OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK
WELZIJN VAN ELSENE

CADASTRE: C-1 135 w Plan approuvé le:

ARCHITECTES
EMILE G. RULENS architecte
Rue des carburants, 53 1190 Bruxelles.
Tel/Fax : 02/343.25.74

URBANISME

HOME VAN AA
AMENAGEMENTS
Chaussée de Boendael, 94 Ixelles

HOME VAN AA
INRICHTINGEN
Boendaelsesteenweg, 94 Elsenne

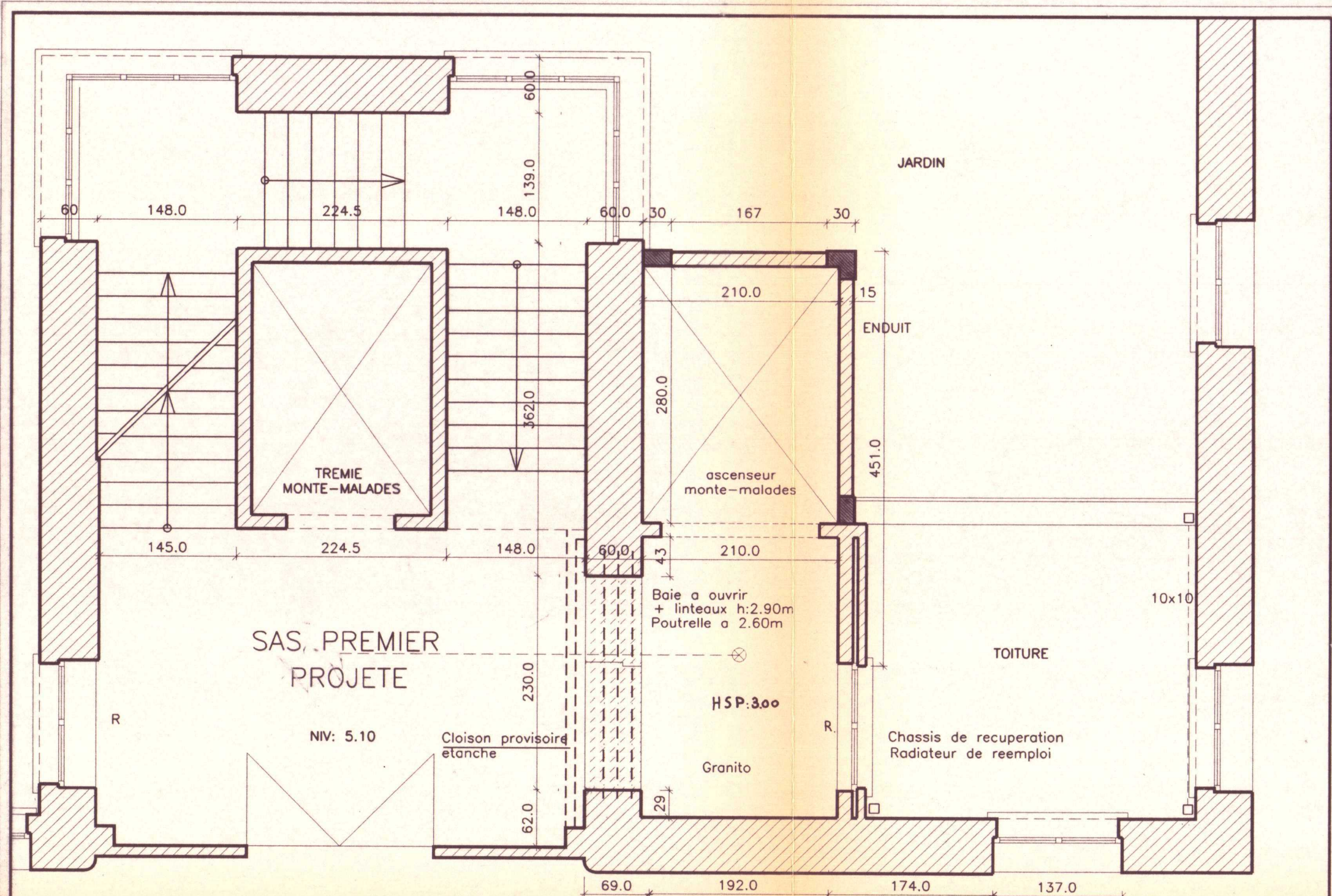
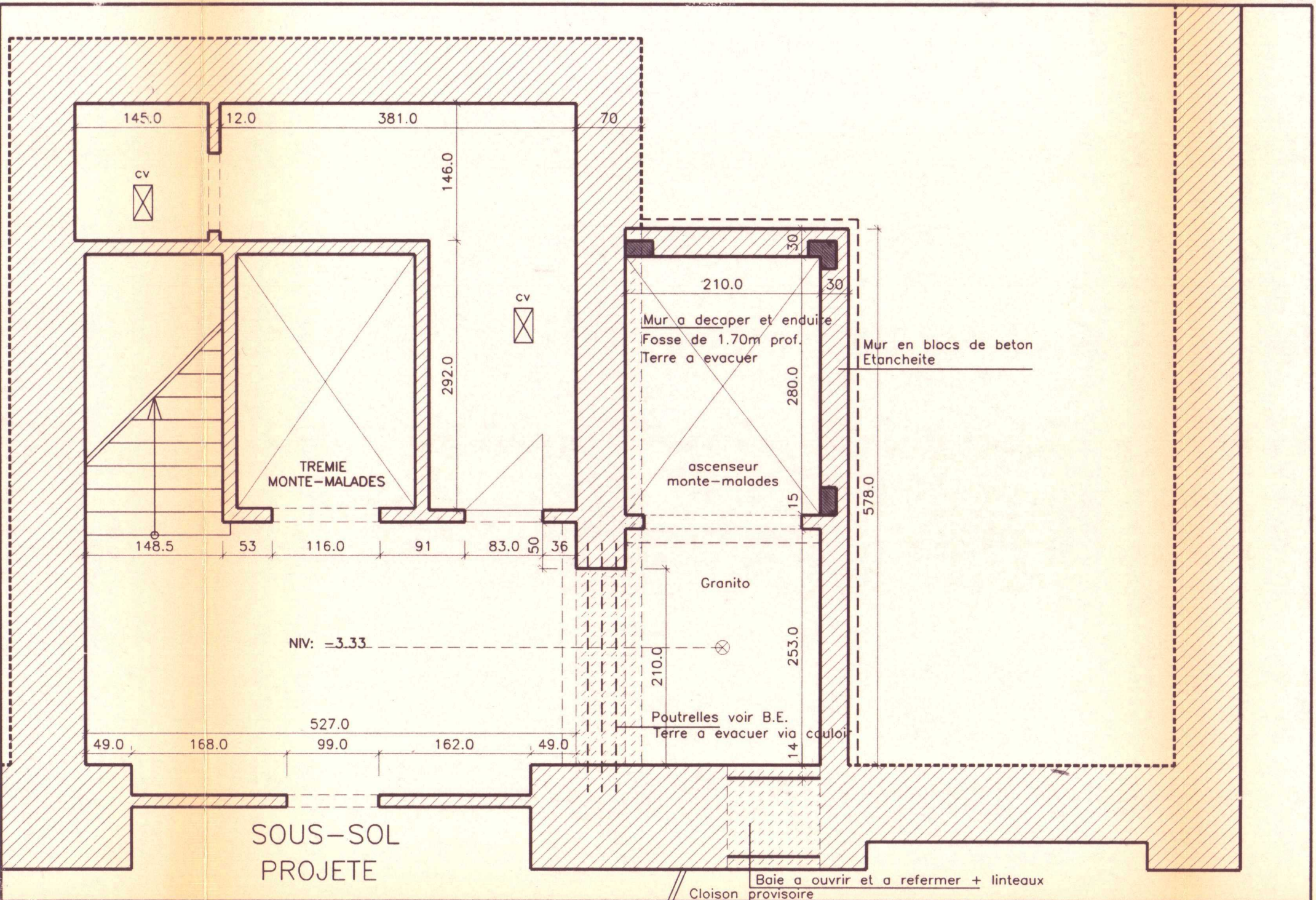
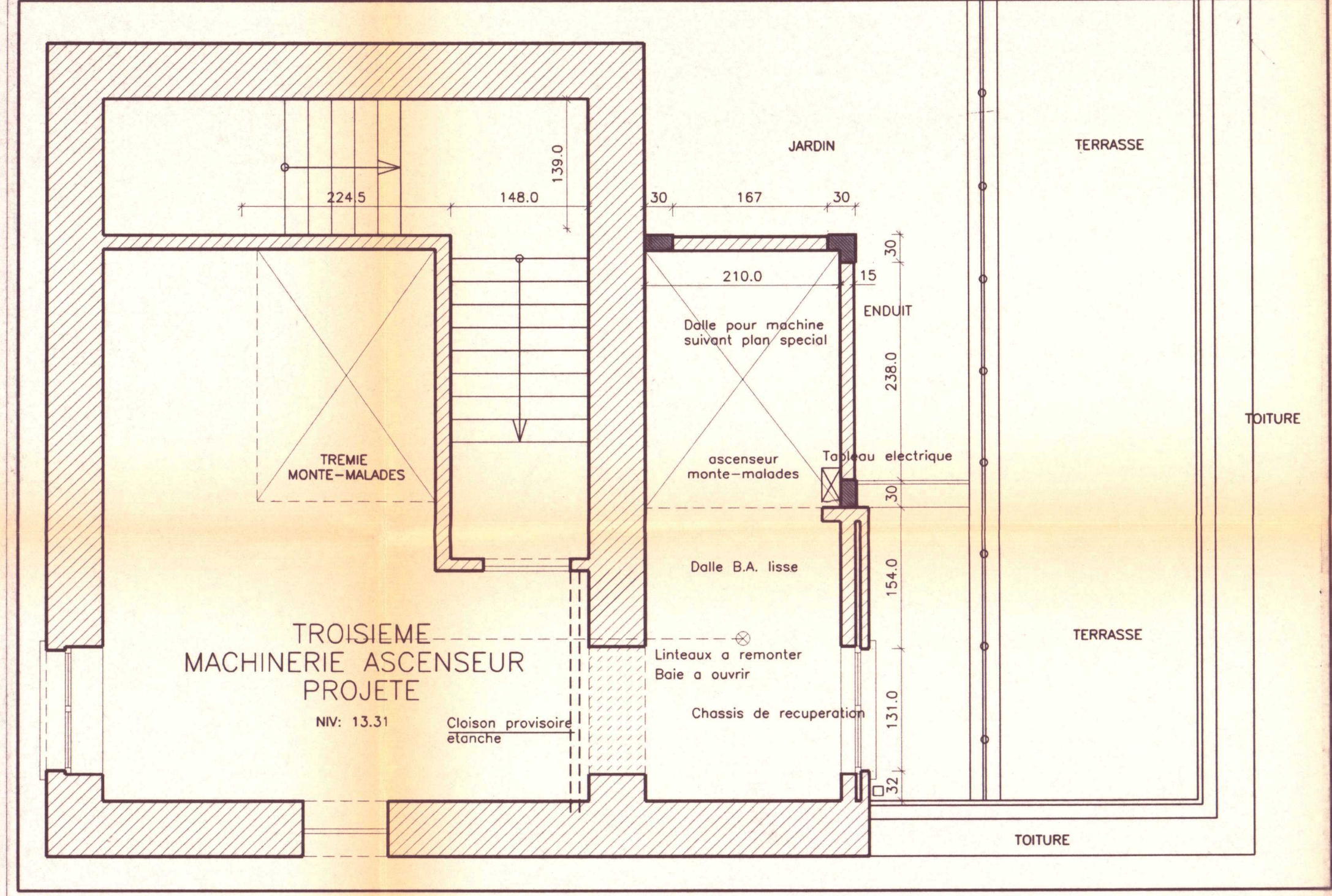
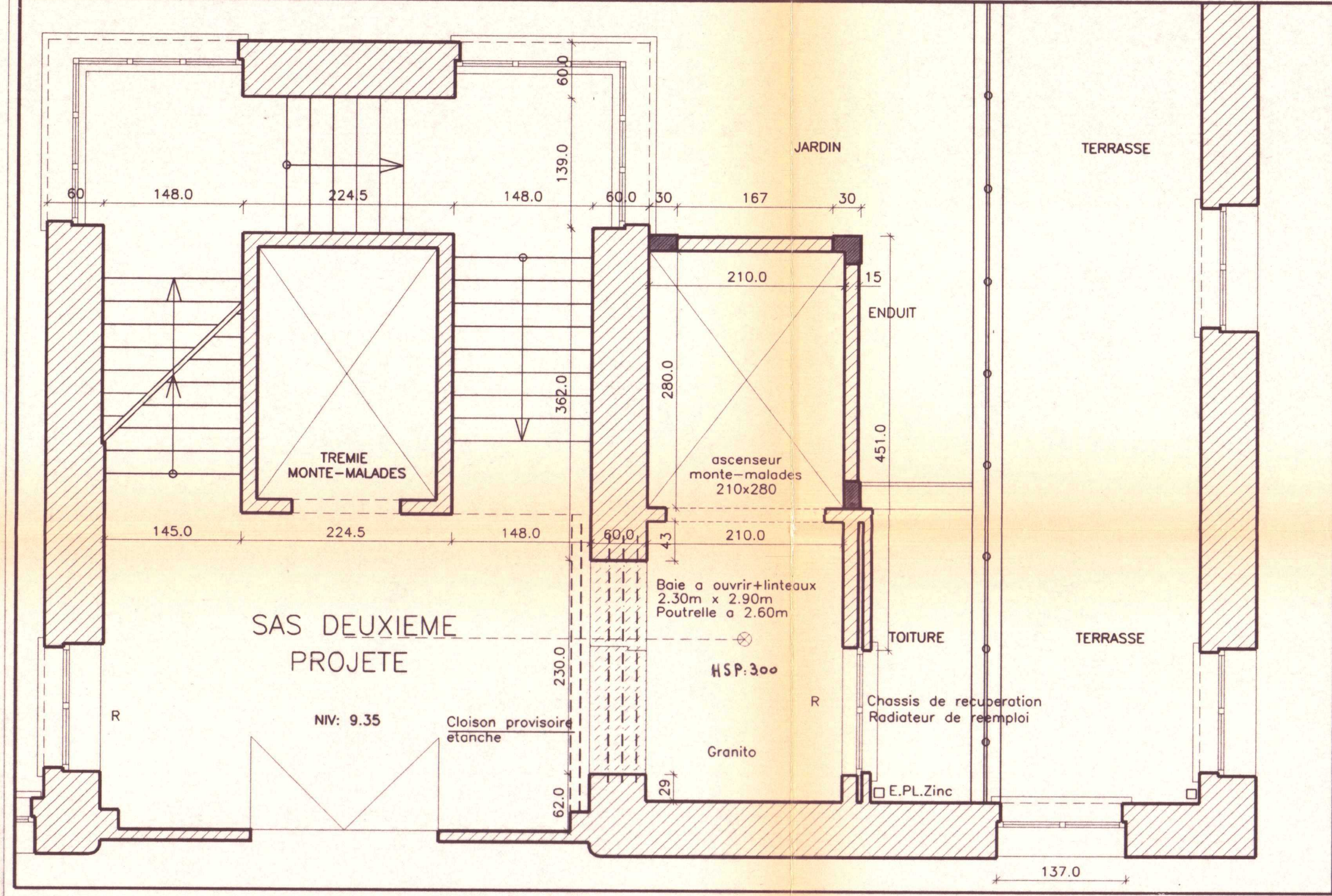
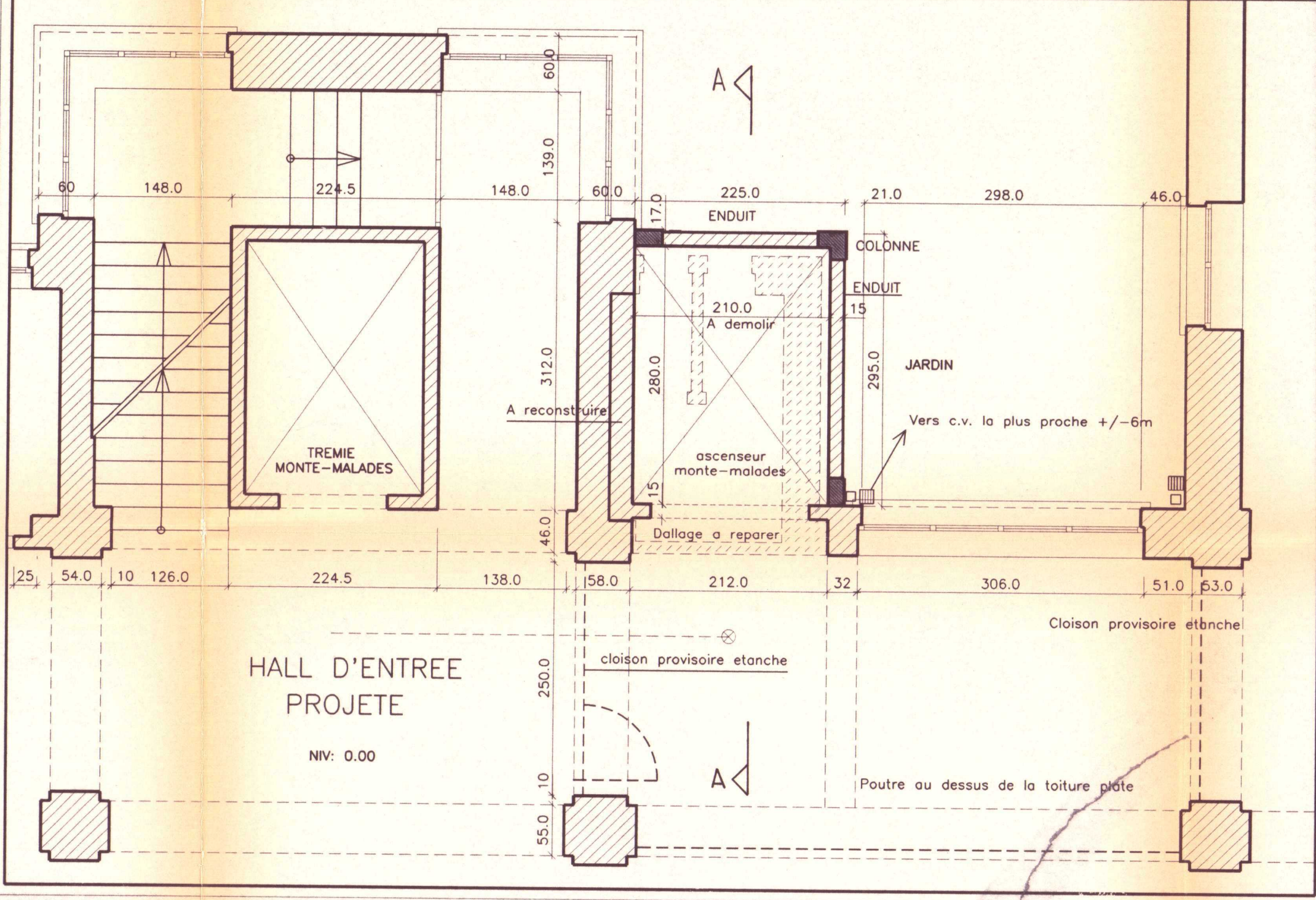
PERMIS DE BATIR

ASCENSEUR - LIFT
PLANS ET FACADES EXISTANTES

PLAN n°	Dossier CPAS-OCMW
94/7-1	
ECH. SCHAAL	1cm/m

Dessiné par - Getekend door	Date - Datum	MODIFICATIONS
OLIVIER DEMOULIN	01-12-1994	WIJZIGINGEN
	A	
	B	
	C	
	D	
	E	
	F	
	G	
	H	
	I	
	J	
	K	
	L	
	M	
	N	

Le Fonctionnaire Délégué
De Afgevaardigde Ambtenaar
Le Président
De Voorzitter
Le Secrétaire
De Secretaris



CENTRE PUBLIC D'AIDE SOCIALE D'IXELLES
OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK
WELZIJN VAN ELSENE

CADASTRE: C1/195w

Plan approuvé le:

ARCHITECTES
EMILE G. RULENS architecte
Rue des carburants, 53 1190 Bruxelles.
Tel/Fax : 02/343.25.74

URBANISME

HOME VAN AA
AMENAGEMENTS
Chaussée de Boendael, 94 Ixelles

HOME VAN AA
INRICHTINGEN
Boendaelsesteenweg, 94 Elsene

PERMIS DE BATIR

ASCENSEUR - LIFT
PLANS S.SOL, REZ, 1, 2, 3.

PLAN n°
94/7-2

Dossier CPAS-OCMW

ECH.SCHAAL
2cm/m

Dessiné par - Getekend door
OLIVIER DEMOULIN

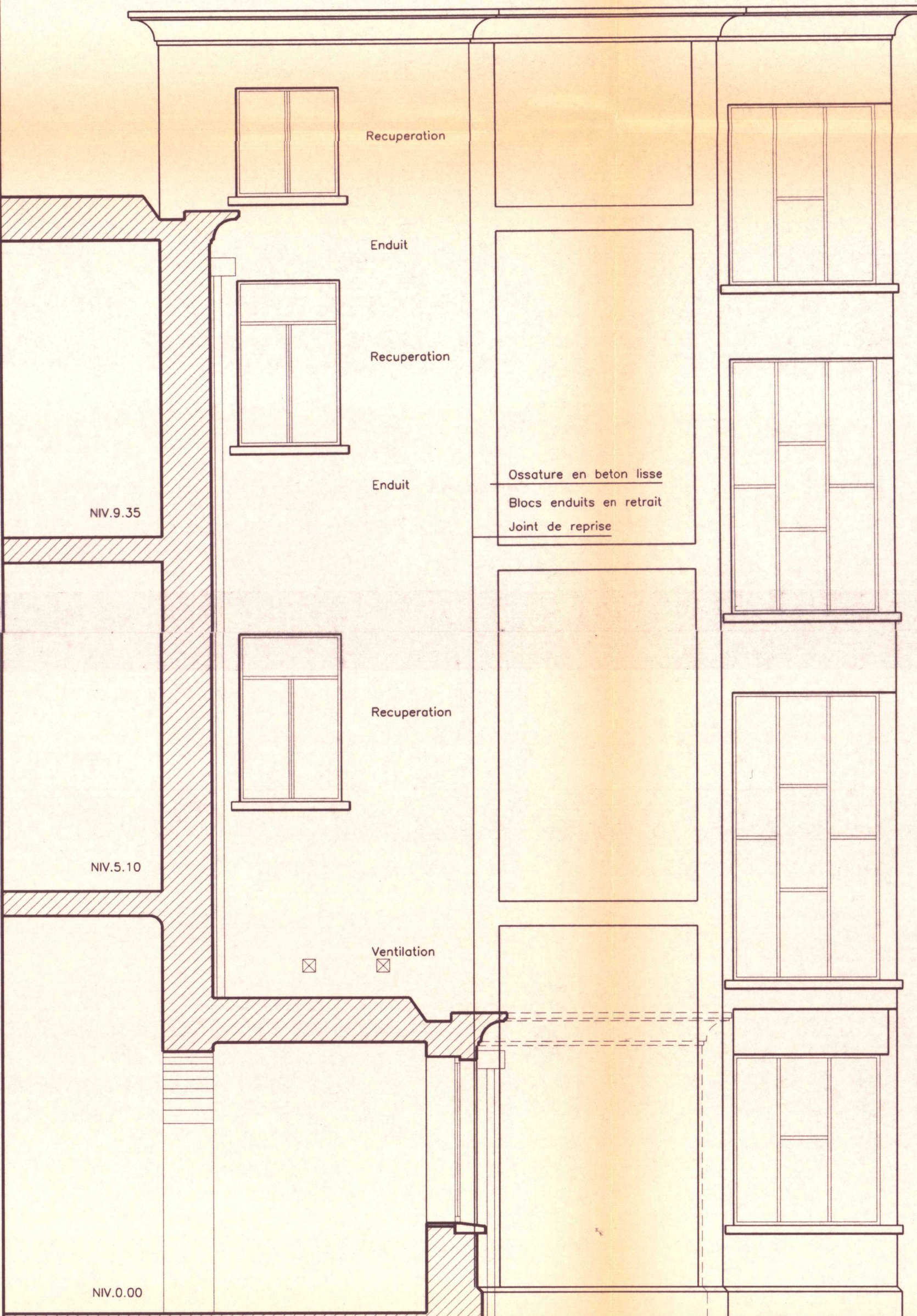
Date- Datum
01-12-1994

MODIFICATIONS
WIJZIGINGEN

A
B
C
D
E
F
G
H
I
J
K
L
M
N

Le Fonctionnaire Délégué
De Afgevaardigde Ambtenaar
Le Président
De Voorzitter
Le Secrétaire
De Secretaris

FACADE LATERALE COUR A REALISER



FACADE COUR A REALISER



CENTRE PUBLIC D'AIDE SOCIALE D'IXELLES
OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK
WELZIJN VAN ELSENE

CADASTRE: C4 / 195 w

Plan approuvé le:

ARCHITECTES

EMILE G. RULENS architecte

Rue des carburants, 53 1190 Bruxelles.

Tel/Fax : 02/343.25.74

URBANISME

HOME VAN AA

AMENAGEMENTS

Chaussée de Boendael, 94 Ixelles

HOME VAN AA

INRICHTINGEN

Boendaelsesteenweg, 94 Elsen

PERMIS DE BATIR

ASCENSEUR - LIFT
FACADES

PLAN n°

94/7-3

Dossier CPAS-OCMW

ECH.SCHAAL

1cm/m

Dessiné par - Getekend door
OLIVIER DEMOULIN

Date- Datum
01-12-1994

MODIFICATIONS
WIJZIGINGEN

A
B
C
D
E
F
G
H
I
J
K
L
M
N

Le Fonctionnaire Délégué
De Afgevaardigde Ambtenaar
Le Président
De Voorzitter
Le Secrétaire
De Secretaris

CENTRE PUBLIC D'AIDE SOCIALE D'IXELLES
OPENBAAR CENTRUM VOOR MAATSCHAPPELIJK
WELZIJN VAN ELSENE

CADASTRE: C1/195 w

Plan approuvé le:

ARCHITECTES
EMILE G. RULENS architecte
Rue des carburants, 53 1190 Bruxelles.
Tel/Fax : 02/343.25.74

377 6870

URBANISME

HOME VAN AA
AMENAGEMENTS
Chaussée de Boendael, 94 Ixelles

HOME VAN AA
INRICHTINGEN
Boendaelsesteenweg, 94 Elsene

PERMIS DE BATIR-BOUWAANVRAAG

IMPLANTATION-INPLANTING-SITUATIE
ERGOTHERAPIE-SANITAIRES-ASCENSEUR

PLAN n°

Dossier CPAS-
OCMW

94/6-0

ECH.SCHAAL

1/50

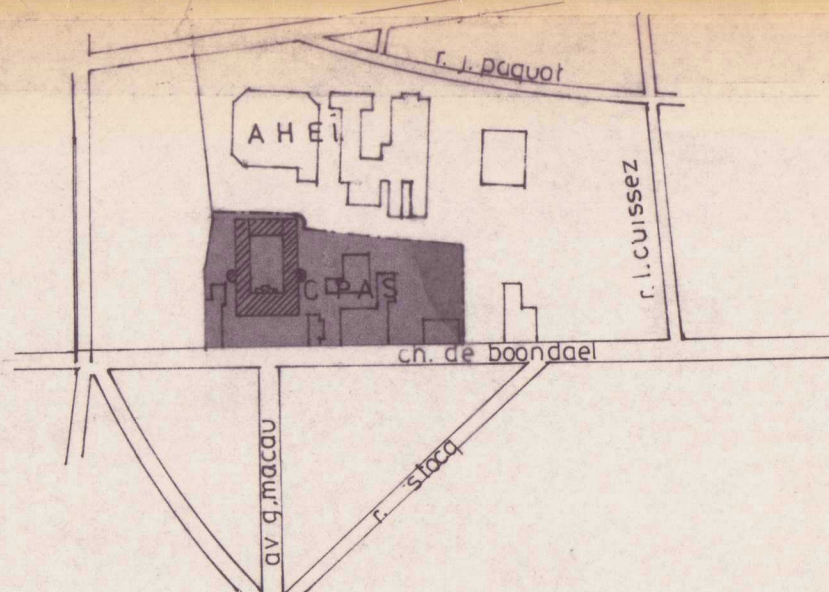
Dessiné par - Getekend door
OLIVIER DEMOULIN

Date-Datum
01-12-1994

MODIFICATIONS
WIJZIGINGEN

A
B
C
D
E
F
G
H
I
J
K
L
M
N

Le Fonctionnaire Délégué
De Afgevaardigde Ambtenaar
Le Président
De Voorzitter
Le Secrétaire
De Secretaris



ECH: 1/5000

